

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 3, DIM. 4, LUN. 5 NOVEMBRE 1979 - N°986

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Pour des centaines de milliers de jeunes

Presque un million ! Un million de jeunes qui se retrouvent aujourd'hui au chômage, qui sont sortis des classes de LEP ou de CET pour aller s'inscrire à l'ANPE.

Des centaines de milliers qui s'entendent dire qu'ils sont trop jeunes, qu'ils repassent, qu'on leur écrira, qui font les petites annonces en vain, et la chasse aux petits boulots minables. Des centaines de milliers qui n'ont ni travail, ni argent, qu'on veut marginaliser.

Tous ceux qui se sont inscrits depuis septembre à l'ANPE tombent sous le coup de la nouvelle réforme des indemnisations. Concrètement, cela veut dire que pendant 6 mois, ils ne toucheront rien. Pas un sou. De toutes façons, ceux qui ne sont pas bacheliers ne toucheront rien du tout, ni aujourd'hui ni dans 6 mois, pas plus que ceux qui ont quitté le LEP au cours des 3 premières années. Pour les autres, au bout de 6 mois, ils seront rangés en 3 catégories prévoyant tous les cas ! Une catégorie à 20 F par jour, une autre à 30, une autre encore à 40 ! Entre 600 et 1 200 F ! Une honte !

Comment tenir le coup pendant ces 6 mois ? Barre à sa solution : les stages qui portent son nom. Troisième édition. Les deux premières ont laissé aux jeunes un goût amer : très mal payés, la plupart du temps en retard, et de nouveau le chômage au bout.

Cette fois, Barre leur propose, selon leur âge et le type de stage, entre 25 % du SMIC et le SMIC. Pour quelques mois... odieux, quand on voit les patrons exonérés de mille et une façons, s'ils souscrivent à ce pacte, et toucher de l'argent pour des formations bidon : 26 F de l'heure pour ceux des contrats emploi-formation !

Est-ce là l'avenir que réserve aux jeunes la démocratie libérale de Giscard ? Chômeurs avant même d'avoir travaillé, sans ressources pendant des mois, divisés à loisir en différentes catégories d'assistés, main-d'œuvre gratuite pour les patrons ? Non. Ça suffit.

Les centaines de milliers de jeunes rejetés avec quelques aumônes ne sont pas des chiffres qu'on ajoute chaque mois au tableau sinistre des statistiques du chômage. 1 million, 2 millions, 2 millions et demi, nous annonçait-on froidement pour les années à venir. Il faudrait se faire une raison ? Non. L'état, les patrons refusent aux jeunes le travail, qu'au moins il les paie, et tout de suite. Le SMIC, c'est le minimum, pour les jeunes aussi, qui refusent d'être une charge pour leur famille. Qu'en attendant, ils aient droit aux transports gratuits, aux cantines gratuites, à des loisirs gratuits !

Tout cela bien sûr, on ne peut l'obtenir que par la lutte. Mais l'expérience montre que c'est possible, en multipliant les actions contre les mairies qui s'y refusent, dans les ASSÉDIC. Partout où l'on préfère que les jeunes se taisent. Non, l'avenir des jeunes, ce n'est pas le chômage !

Monique CHERAN

Un quart de siècle de Chine nouvelle

LES SOUVENIRS D'UNE FRANÇAISE DE PEKIN

(1) Pékin 1953

LIRE EN PAGE 12

AGE: 20 ANS

PROFESSION: CHOMEUR



Les Alsthomiens de Belfort entrent dans leur sixième semaine de lutte

LA DIRECTION D'ALSTHOM PROVOQUE LES GREVISTES

Les propositions de l'Intersyndicale vivement contestées vendredi matin au cours d'un meeting houleux

De notre envoyé spécial Gérard PRIVAT

VENDREDI 10 HEURES

Toute la journée de jeudi, des voitures sont sillonnées les rues de Belfort pour appeler les travailleurs et la population à venir au meeting de vendredi matin à 9 heures, dans la perspective d'une action style «*blocaje économique*» de la ville.

Il y avait bien 1500 à 2000 travailleurs à la porte principale d'Alsthom quand le meeting a commencé à 9 heures 15.

Premier à intervenir, Niess de la CGT expliquait de manière détaillée la démarche de l'Intersyndicale tout au long de la journée de jeudi quant à la proposition de levée temporaire de l'occupation de l'usine en échange d'un problème début de négociation. Pas un bruit dans l'assistance mais on aperçoit une espèce de scepticisme qui court parmi les rangs serrés devant la grille. De toute façon, la cause est entendue : la direction a refusé tout net la proposition. Elle veut casser le mouvement ; elle a indiqué qu'elle ne négocierait pas tant qu'il existerait des piquets de grève sous quelque forme qu'ils se présentent.

Face à cette intransigeance, il est nécessaire de «*monter l'action d'un cran*». C'est ce que soulignait le second intervenant, membre de la CFDT. Hélas, la proposition de l'Intersyndicale ne semblait pas être à la hauteur de la situation. Selon elle, le

nombre de gens mobilisés ce vendredi matin était insuffisant ; plusieurs membres de l'Intersyndicale, tant CGT que CFDT, interviendront pour le rappeler lourdement. Il est donc proposé de se rendre dans le centre ville et d'occuper la place Corvis. Peu de réaction. On fait voter. Des mains se lèvent. Puis tout à coup, une voix, puis deux, puis dix... Ce sont pour la plupart des gars des piquets. Une base commune à leurs critiques : après 5 semaines de grève, il est grand temps de passer à de vraies actions efficaces.

L'Intersyndicale, un instant troublée, essaie de rétablir le calme, annule sa proposition, en fait une autre guère plus prisée : l'occupation d'un pont bloquant le périphérique.

Finalement, un cortège se forme péniblement et prend la direction du pont en question. Plusieurs dizaines (peut-être plusieurs centaines) de grévistes restent sur place. Des tas de propositions arrivent en vrac parmi eux. On entend très distinctement à plusieurs reprises : «*Et comment ils ont fait à Longwy !*».

C'est la première fois que l'orientation de la lutte imprimée par l'Intersyndicale est aussi ouvertement et aussi massivement contestée. Cela n'a pas encore débouché sur une concrétisation d'actions en dehors d'elle. Mais on a la très nette impression qu'il faudrait peu de chose pour que cela commence...

LIRE EN PAGE 3

REVUE DES REVUES

«Au fond, les Français savent que la société de consommation est finie. D'ailleurs, ils n'étaient pas heureux dans cette société». Ainsi s'exprimait récemment Giscard. Simultanément, le *Figaro-Magazine* publie un sondage qui (évidemment) va dans le sens des propos giscardiens, tandis que le budget 1980 prévoit une baisse de la consommation des ménages. Peu importe, après

tout, puisque les Français rejettent la consommation conçue comme modèle ! Nous publions ci-dessous un texte «théorique» — le mot est osé — de Stoléru, pour justifier l'orientation giscardienne, et un article de la revue du PCF, *Economie et Politique*, qui fait justice de quelques artifices à propos de la consommation des ménages.

LE FIGARO
MAGAZINEStoléru : Il n'y a pas
que les nantis qui rejettent
la société de consommation

(...)
Il faut d'abord, je crois, faire justice de l'idée répandue selon laquelle seuls les nantis peuvent rejeter la société de consommation. C'est vrai en un sens, et nul ne le conteste : il est facile de vilipender le béton quand on possède une villa et un parc au bord de la mer. Et pourtant, le sondage tranche : il n'y a pas que des nantis qui portent sur la société de consommation un jugement sévère. (C'est avoir d'ailleurs beaucoup de suffisance et de mépris pour les «non nantis» que de leur supposer la tête assez vide et les goûts assez vulgaires pour ne rêver qu'autoroutes, drugstores et gadgets. Insulte trop souvent faite aux simples gens par des nantis de l'argent qui sont aussi des démunis de l'esprit.)

J'en viens donc au fond. Les Français jugent que la société de consommation, à côté de ses incontestables bienfaits, présente des «inconvenients». Lesquels ? Pour ma part, j'en vois de deux sortes.

Les premiers sont matériels. Ils consistent dans un paradoxe du progrès industriel lui-même. Plus on produit, plus la consommation change de caractère ; elle augmente en quantité mais pas toujours en qualité.

Rappelons les principaux aspects de ce phénomène maintes fois analysé :

1. La production moderne est une *production de masse* : l'objet de consommation perd son individualité. C'est le drame du passage de l'artisanat à la grande industrie. Il en va de même de la production et de la consommation des *services* : eux aussi perdant leur caractère individualisé et «humain».

2. La production moderne a révélé certaines nuisances : pollution (de l'air, des rivières...), destruction des sites, mais aussi nuisances dues aux innovations intempestives (produits chimiques

dans l'alimentation, abus des médicaments...), travail intensifié et parcellisé.

3. La production moderne est, d'après le sondage, associée à l'idée de *gaspillage* : fabrication d'objets peu durables, utilisation déséquilibrée des ressources de l'environnement. Les gens ont besoin de consommer beaucoup parce qu'ils gaspillent beaucoup et souvent contre leur gré. Par là même, il y a aussi gaspillage de travail et de temps.

Au total, sans aller jusqu'au paradoxe du livre de Marshall Sahlins *Âge de pierre, âge d'abondance*, où il est dit que l'homme de l'âge de pierre était en un sens plus riche que nous parce qu'il avait moins de désirs insatisfaits et ne travaillait que trois ou quatre heures par jour, l'augmentation sans précédent des richesses dans la société de consommation n'a pas réussi à être une société de satisfaction.

La raison en est simple : les hommes et les groupes sociaux sont mus par des passions : jouir, posséder, aggraver, dominer ; mais aussi aimer, secourir les misères, toucher à l'absolu par l'aventure scientifique, l'art, les religions, les grands desseins des peuples dans l'histoire.

De toutes ces passions, la société de consommation exacerbe les premières : jouir et posséder. Elle frustre ou bride à peu près toutes les autres. Tel est le second «inconvenient».

Comme le disait Maurice Clavel, la société de consommation, en anesthésiant l'homme moderne par rapport aux grandes douleurs qui furent son lot dans les siècles passés — famines, pauvreté, inconfort, maladies — le laisse extraordinairement démuné devant les douleurs encore plus grandes qu'aucun progrès technique ne fera jamais disparaître : la violence, l'angoisse et la mort.

Si tel est le mal, il ne s'agit pas pour nous, après trente ans de progrès matériels décisifs, de revenir en arrière : une diminution de la consommation ne ferait qu'empirer l'affaire. Il s'agit de promouvoir une «croissance» d'un type diffé-

rent, de nature à satisfaire les passions laissées au second plan par la croissance de la seule consommation. Il s'agit de relayer le progrès quantitatif par un progrès qualitatif, lui-même fondé sur un renouveau culturel.

l'utilisation de notre production nationale de l'hexagone vers l'exportation, la demande intérieure, c'est-à-dire la consommation publique et privée doit augmenter moins que la production. Et d'ajouter que si l'on n'atteint pas cet objectif, c'est en raison des «résistances du corps social français» dont le «train de vie collectif» et les dépenses privées continueraient, hélas, à croître comme aux plus beaux jours. Au fond, la «collectivité française» a «du mal à se faire à la stagnation du pouvoir d'achat». C'est le vieil argument «les Français consomment trop», non plus utilisé pour expliquer directement l'inflation, mais à l'appui de toute la campagne sur le «dessalement de la contrainte extérieure».

ECONOMIE
POLITIQUELa consommation
encore accusée !

Dans la bataille politique et idéologique de la rentrée, la question de la consommation des ménages occupe une place de choix et sert en même temps de révélateur.

Plus personne ne conteste que cette consommation soit conduite à croître encore plus lentement cette année que l'an passé : 4 % en 1978, au maximum 3,5 % en 1979, sans doute pas plus de 2,5 % en 1980... Il s'agit ici du volume *global* des dépenses de consommation des ménages tel que mesuré par la Comptabilité nationale ; cet indicateur (d'ailleurs assez fragile car calculé indirectement) ne permet pas de saisir les inégalités de consommation selon les catégories de ménages définies par leurs revenus, ce qui serait à coup sûr révélateur.

Cependant, même la prévision de consommation globale pour 1979 n'est pas très assurée : ainsi, au deuxième trimestre de cette année, la croissance n'aurait été que de 0,6 % au lieu des 2 % prévus.

Cerailentissement sensible résulte — et là encore, personne ne le conteste — de l'application méthodique de la politique de M. Barre, tout particulièrement dans le domaine salarial. La hausse du pouvoir d'achat réel, cette année, sera bien plus probablement... une baisse pour la grande majorité des salariés, compte tenu de la reprise de l'inflation et des prélèvements supplémentaires du début de l'année et du troisième trimestre, prétendument pour rééquilibrer la Sécurité sociale. Compte tenu d'une faible variation du taux

d'épargne, l'accroissement de la consommation, selon les données officielles, ne peut finalement s'expliquer que par une certaine croissance des revenus indirects, dans leur masse (l'accroissement de certaines pressions sociales ne faisant que dissimuler la scandaleuse diminution en termes réels d'autres prestations). Mais cette croissance des revenus indirects est elle-même appelée à se ralentir et peut-être à s'inverser, M. Barre se mettant à les pourchasser avec la même insistance que les hausses de salaire.

(...)
Ce (...) constat sert de base à deux sortes de «justifications» concernant la régression de la consommation.

D'abord, une justification tout à fait classique. Il faudrait ralentir la consommation pour accroître davantage l'investissement. D'où la fameuse «nécessité» d'une modification du partage salaires / profits. De fait, celui-ci a bien évolué en faveur de ces derniers, mais l'investissement continue à stagner ou à croître faiblement. Alors que les profits des entreprises privées ont crû officiellement de 28 % en 1978, l'investissement ne devrait — toujours officiellement — s'accroître que de + 2,8 % en 1979 (alors que le pouvoir «espérément» 5,5 %). Et il croîtrait à peine plus en 1980.

Une deuxième justification est avancée, elle aussi classique, que P. Locardel, dans *les Echos* a formulée récemment de façon fort claire : « Pour faire face à l'accroissement du prélèvement pétrole-matières premières, pour déplacer

LE TRAIN DE VIE COLLECTIF

Ce que montrent en fait les chiffres, c'est que l'économie française est malade par tous les bouts, si l'on peut dire. Ce n'est pas sur une consommation intérieure en fléchissement qu'on bâtit une croissance saine et qu'on exporte de façon dynamique. C'est tellement vrai que certains ministres n'hésitent pas à parler de «reconquête du marché intérieur». Nos exportations sont aussi fragiles. Tout notre commerce extérieur est dans un cercle vicieux d'ailleurs. Pour assurer aujourd'hui un même solde extérieur, positif, il faut toujours plus peser sur la consommation intérieure, car l'élasticité (c'est-à-dire le rapport entre la variation des importations et la variation de la consommation intérieure) de nos importations à celle-ci ne cesse de s'accroître (au point que le rapport 1978 des Comptes de la nation, évoquant ce phénomène, parle de «problème de compétitivité»).

Mais surtout, pour sortir de ce «cercle vicieux», il faut inverser la logique : relancer la consommation interne, avec des produits correspondant bien aux besoins des consommateurs, améliorer la production en qualité et abaisser les coûts unitaires — deux facteurs d'une vraie compétitivité. Il faut réduire le chômage, créer des emplois, revitaliser les régions ; autres sources de compétitivité. Il est donc on ne peut plus faux d'opposer consommation intérieure et commerce extérieur.

Marc BORMANN

Qui parle encore du raz de marée de Nice et de ses victimes ? Pourtant, toute la véri-

té est loin d'être faite sur ce qui n'est pas qu'une catastrophe naturelle.

ses des étudiants de son laboratoire sont faites sur un morceau du littoral de la Côte d'Azur. Ce géologue qui a toujours refusé de s'engager publiquement prononce aujourd'hui un réquisitoire sans faille contre les Ponts et chaussées : « Ici, à Nice, pour le chantier de l'aéroport, on a commencé par changer de place l'embouchure du Var. On a ensuite édifié un immense remblai au bord d'un cañon de 600 mètres de profondeur, deux fois la tour Eiffel. On a pilonné ce remblai avec une masse de 130 tonnes projetée de 22 mètres de haut. Et on voudrait que rien ne bouge ! Comme si ce cañon, ces alluvions, cette terre sous-marine étaient des objets morts, fossilisés... »

« Les ingénieurs sont obsédés par les mathématiques. Tout doit se mettre en équation, en modèle, passer dans l'ordinateur. Pour calculer les glissements de terrain, ils construisent des modèles fondés sur des données totalement artificielles qui ne se retrouvent jamais dans la réalité. Les géologues, dont le métier est

d'observer et de décrire les mouvements de la nature, ne sont jamais sérieusement consultés. On cite leurs thèses après coup. On les appelle comme experts au tribunal après un accident. Toujours trop tard.

« Les ingénieurs ont une autre manie : celle des modèles réduits. Dans leurs laboratoires, ils font fonctionner des maquettes réalisées à partir de leurs savants calculs. Je n'ai jamais vu un projet, il faut qu'il contienne des pages entières d'équations et de courbes, même si tous les paramètres sont plus ou moins faux. Même si, ensuite, il est nécessaire de reconstruire les ponts, les routes, les ports. Dans la région de Menton, pour édifier d'immenses ensembles immobiliers, les promoteurs bardent les collines de béton armé, les

viennent avec des barres d'acier de plusieurs dizaines de mètres de long, les assèchent avec des drains. Tout cela a été calculé par des mathématiciens sans tenir compte de la géologie. Comme nous l'avions prévu, l'année dernière, après une saison de pluies torrentielles, des pans entiers de montagne se sont écroulés.

« Pour aller plus vite, on crée des engins toujours plus puissants, plus massifs. Un pilon fabuleux destiné à compacter le remblai, des camions géants, des excavatrices exceptionnelles ont été fabriqués spécialement pour le chantier du futur aéroport. On a voulu gagner deux ans, on en a perdu dix, peut-être cent.

« Mais quelle importance ? Les membres du même ministère, anciens élèves de la même école, font les projets, les réalisent, les contrôlent, les approuvent et, quand il y a un pépin, sont chargés de l'expertise. On reste en famille. Tant pis si la nature se venge ! »

propos recueillis par
Françoise Monier

L'EXPRESS

Catastrophe de Nice
un géologue accuse

«La raz de marée de Nice s'est produit parce que les ingénieurs confondent mathématiques et géologie...»

« Depuis des années, j'ai alerté tout le monde : ce littoral est fragile, en continuelle évolution. On s'est acharné à le modifier. Je savais qu'on allait à la catastrophe. »

Huit jours après le raz de

marée qui a englouti la digue du futur aéroport de Nice, un homme accuse. Cet homme, c'est Philippe Mangin, directeur du laboratoire de géologie et de sédimentation à l'université de Nice.

Philippe Mangin sait de quoi il parle. Sa spécialité : les glissements de terrain ; sa marotte : la géologie marine. Toutes les thé-

Jeudi, 21 heures

Les grévistes de l'Alsthom Belfort entament jeudi leur sixième semaine de lutte. Beaucoup de gens ont lourdement insisté sur des difficultés qui se présenteraient maintenant, sur un «second souffle» que les grévistes auraient du mal à trouver. Qui pourrait nier que plus d'un mois de grève pose des problèmes de tous ordres aux travailleurs ? Cependant, quand on va de piquet en piquet discuter avec les grévistes, on ne sent pas le découragement poindre ; mais alors, pas du tout ! Par ailleurs, c'est rare, il ne se présente absolument personne pour revendiquer une quelconque «liberté du travail».

Dans l'ensemble donc, la situation est assez bonne. Cela n'empêche pas de s'interroger sur l'efficacité de la lutte telle qu'elle est menée actuellement. Mais le moral reste élevé. On comprendra dans ces conditions que la décision de l'Intersyndicale de proposer l'évacuation — même temporaire — de l'usine ait fait l'effet d'une petite bombe jeudi soir, parmi les piquets.

La nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre jeudi soir. Elle a fait le tour des portes de cette grande usine gardées chacune par un piquet qui, pour n'être pas trop fournis en ce 1^{er} novembre, n'en sont pas moins vigilants. Au «92», elle est arrivée vers 19 heures. Une femme s'égosille : «Si, ils l'ont dit à l'intersyndicale, il faut sortir de l'usine pour ne plus donner de prétexte à la direction pour ne pas négocier. Mais on reste devant les portes et si samedi, il n'y a rien, on reprend possession de l'usine». Un gars arrive en trombe et confirme : «Oui,

MERLIN-GERIN : MALGRE LA CONFUSION, L'OCCUPATION ETAIT MAINTENUE

Mercredi après-midi, un certain désarroi régnait après les propositions de l'Intersyndicale qui consistaient à voter sur l'arrêt de l'occupation d'après les maigres propositions de la direction.

Les votes de mercredi soir ont eu lieu dans la précipitation et la confusion, sans aucune information claire sur les intentions réelles des directions syndicales.

Jeudi, à part l'usine H, toutes les usines sont restées occupées. Les propositions de la direction sont : une prime de 500 F et 3% d'augmentation dont la moitié en somme uniforme. Beaucoup de travailleurs ne comprennent pas pourquoi il faudrait arrêter l'occupation devant si peu de résultats.

Un vote devait intervenir vendredi matin. Quelle que soit l'issue de ce vote, on peut dire que la volonté de négocier à tout prix a entamé la force du mouvement.

La détermination des travailleurs aura-t-elle assez de poids pour résister aux mauvais coups de ce long week-end ?

Si le vote de vendredi se faisait sur la base de propositions séparées entre la CGT et la CFDT, ce serait un coup porté à la mobilisation. Si le vote portait sur l'occupation ou non, il se pourrait que l'occupation se poursuive. Cependant, il faudra sans doute attendre lundi pour qu'une large proportion de travailleurs se prononce, éventuellement en faveur de la poursuite de l'occupation.

on l'a entendu à la radio, au bulletin de 18 heures». Stupeur ! Curieuse manière de conduire la lutte. Quand même les grévistes, auraient bien aimé pouvoir donner leur avis sur la question avant que la nouvelle soit diffusée sur les ondes.

CEDER UN PEU...

C'est évident : les gars qui sont au piquet sont la frange avancée du mouvement. Mais, au total, ils sont plusieurs centaines, au moins 500, à se relayer jour et nuit pour garder les portes de la boîte. C'est beaucoup. Et ce jeudi soir, ça discute ferme. Ils ne sont pas content du tout, les gars des piquets d'être mis devant le fait accompli et d'envisager la sortie de l'usine. «J'espère que les gars ne vont pas accepter cela» lance très fort un jeune militant. Un autre, en écho lui répond : «notre position, est très claire ; elle est résumée par l'affiche, sur le thème du doigt dans l'engrenage : céder un peu, c'est capituler beaucoup». Une jeune

femme tranche dans le vit : «Si on sort, on est foutu. Ils pourront faire tout ce qu'ils voudront ; faire rentrer des cadres ou des flics ; ou nous épouser dehors devant les portes en faisant traîner les discussions en longueur ; ils sont assez malins pour cela».

En tout cas, on se demande ce que recherche l'intersyndicale ou une partie de l'intersyndicale. Des questions se transforment progressivement en doutes : hold, y en auraient-ils qui commencent à tourner casaque ? Voudrait-on faire reprendre le boulot sans avoir obtenu le 13^e mois, et les autres revendications ?

«L'intersyndicale, c'est toujours pareil, on n'a pas notre mot à dire, ils décident à notre place» lance un jeune visiblement révolté. «Attends un peu, tu causes comme ça ; mais il n'y a pas que nous dans cette grève ; on est 7 000 personnes dans cette usine. Il faut prendre l'avis de tout le monde». L'argument posé expliqué par un militant CFDT laisse l'assistance perplexe.

LA RAGE DE VAINCRE

Dans cette grève, on perçoit très nettement un décalage. Il y a un grand enthousiasme dans cette lutte, une grande volonté

Caillebotis (près de Longwy) 8 jours de lutte pour les salaires

Les travailleurs, — des jeunes et des femmes pour beaucoup — de l'entreprise Caillebotis, à Villers la Montagne (près de Longwy) sont en grève depuis mercredi dernier, 24 octobre. Les grévistes exigent une augmentation substantielle de leur salaire, ont «retenu» la direction vendredi dernier, jour d'une négociation. Celle-ci refuse la négociation et menace de fermer l'usine ! Les travailleurs qui ne se sont pas laissés impressionner par ce chantage continuent leur mouvement. On pourra lire ci-dessous, un communiqué de la section CFDT et de l'IUS CFDT.

AUX CAILLEBOTIS, LA CFDT S'INTERROGE SUR L'ATTITUDE DE LA DIRECTION

COMMUNIQUE CFDT CAILLEBOTIS ET UIS (EXTRAITS)

«Le 23 octobre, les travailleurs se sont mis en grève pour appuyer une demande d'augmentation des salaires de base anormalement bas.

Depuis cette date, la direction, sous le prétexte de situation financière délicate, a refusé la prise en

compte de cette demande. Pour se justifier, elle a mis en avant différents prétextes : — rattrapage de la production en reprenant le travail sans condition, — recherche d'un expert comptable par le syndicat pour vérifier les comptes. Devant ces exigences, les travailleurs et la CFDT ont démontré leur volonté de trouver un terrain d'entente le plus rapidement possible. Ils ont donné leur accord pour une expertise comptable en désignant le cabinet Syndex. Pendant tout un temps, la direction a cherché à contester l'agrément de ce cabinet et l'autorité de ses techniciens. Après l'intervention de l'inspecteur du travail qui a confirmé l'agrément,



Les travailleurs d'Alsthom Belfort arrivent à la gare de l'Est à Paris.

de vaincre. Il n'est pas besoin d'être un fin observateur pour s'en rendre compte. On nous explique couramment aux portes de l'usine que, dans l'ensemble, les gars ne se plaignent pas trop des difficultés financières, que des facilités ont pu être trouvées, des aides apportées. Par exemple, il n'y a eu que 2 000 demandes d'aides.

Par ailleurs, aucune intention de «vouloir travailler» ne s'est manifesté après plus d'un mois de grève. C'est assez rare pour être souligné.

D'autre part, les piquets

sont souvent nombreux. Quant il y a quelque chose à faire, il y a généralement du monde prêt à partir. Pourtant, cette détermination, cette rage d'obtenir satisfaction, ne parvient pas à s'exprimer pleinement. On fait des actions certes ; mais on sent qu'on pourrait faire bien plus et bien mieux. Par exemple, la dernière en date — la montée à Paris — a été diversement appréciée.

Bon nombre des plus actifs n'ont pas jugé intéressant de faire le déplacement, estimant — apparemment à bon droit — qu'il y avait mieux à faire ici, à Belfort. Or, quand une initiative un peu intéressante est prise, spontanément, il se trouve toujours quelqu'un «de la haut» (entendez l'intersyndicale) pour faire des réflexions du genre «ça n'a pas été décidé par l'intersyndicale» ou plus crûment «vous êtes des irresponsables incontrôlés». Assurément, tout le monde n'a pas la même ardeur au combat. Il y en a qui s'ingénient à multiplier les

Depuis jeudi midi, Radio-Alsthom est brouillée. Cette radio qui est rapidement devenue la voix des Alsthomiens est très écoutée à Belfort. Dans l'après-midi de jeudi, plusieurs centaines de coups de téléphone ont signalé le brouillage. Des patrouilles de grévistes ont commencé à sillonner les routes ; des pistes sont en vue...

freins et grossir les difficultés quand les choses ne vont pas dans leur sens ou quand elles prennent un tour nettement trop «durs» à leur goût.

Beaucoup de grévistes se rendent compte de ce décalage. Parmi eux, de nombreux jeunes. Ils pourraient bien être assez forts pour maintenir fermement la voie de la lutte pour les objectifs fixés depuis le départ. C'est en tout cas d'eux que dépend pour l'essentiel le succès de la grève des Alsthomiens.

Alsthom Saint-Ouen : les occupants débattent

Les quatre longs jours du pont de la Toussaint permettent aux grévistes de débattre largement des questions importantes du moment.

L'ajournement de l'expulsion de Belfort est reçu avec enthousiasme à St-Ouen. Que faire face à la venue des CRS ? N'est-ce pas en montrant notre fermeté que nous recueillerons le maximum de soutien à l'extérieur ?

Tant dans la population que chez les travailleurs de certaines usines, nombreux sont ceux qui sont prêts à nous aider. Depuis 3 semaines de grève avec occupation, les Unions départementales ne semblent pas être trop préoccupées par notre cas et ceci est très discuté par les militants des deux syndicats CGT et CFDT.

Vu ce désintérêt de notre lutte, les grévistes se mobilisent de plus en plus pour contacter les syndicalistes et prendre en main les opérations de collecte. On discute également des moyens que l'on peut donner pour améliorer l'organisation interne et l'animation de la grève.

Correspondance Alsthom-St-Ouen

POUR MAINTENIR
LE QdP,
DES MAINTENANT
ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ
UN ABONNEMENT

4 MOIS : 100 F
(abonnement
renouvelable)

EN CADEAU



Un numéro de *Front Rouge*

ET AU CHOIX (cocher la case choisie)



• Une cassette sur la Chine : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.



• Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine réalisées par la délégation du CC du PCR ml



• Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

Chaque cassette et le jeu de diapositives peuvent être commandés directement au Quotidien du Peuple pour la somme de 30 F.

LUTTES OUVRIERES

**EXCLUS ET DISSOUS
PAR LA CFDT :
NOUS AVONS CHOISI...**

Tract des exclus de la CFDT

Chacun s'en souvient : en pleine grève à Usinor Dunkerque, en pleine bataille des sidérurgistes contre les licenciements, la section CFDT d'Usinor était dissoute. On était alors à quelques semaines du congrès confédéral de Brest. Le sens de cette mesure arbitraire, les procédés particulièrement grossiers mis en œuvre par la FGM (Fédération Générale de la Métallurgie CFDT), sont clairs. Il fallait à tout prix, pour les partisans d'une accep-

tation négociée de milliers de suppressions d'emploi, mettre à l'écart ces empêchements de licenciement en rond. Depuis, les dissous et exclus de la CFDT Usinor Dunkerque se sont battus pour obtenir leur réintégration, en poursuivant le débat avec l'ensemble de leurs sympathisants. Six mois après, ils ont pris la décision, unanimement, de rejoindre en bloc la CGT. Ils s'en expliquent dans un tract que nous reproduisons.

Comme nous l'avions annoncé, les exclus et dissous de la CFDT Usinor Dunkerque ont organisé l'assemblée générale des anciens sympathisants de la CFDT. Après 6 mois de conflit interne dans la CFDT, après 6 mois d'exclusion et de dissolution au cours desquels nous avons vainement demandé un congrès extraordinaire du syndicat de la métallurgie CFDT pour nous permettre de nous faire entendre au niveau des structures, tel que le prévoient les statuts de la CFDT, nous nous sommes heurtés à un refus constant de débat de la part de la direction de la CFDT. Ceci, malgré le soutien de 157 syndicats au congrès

confédéral CFDT de Brest et d'innombrables motions de solidarité de syndicats, de sections syndicales, d'Unions départementales et d'adhérents CFDT. Après tout ce combat pour notre réintégration, après avoir constaté que la dissolution et les exclusions de la CFDT d'Usinor Dunkerque n'étaient dûs qu'au recentrage de la CFDT, que nous ne voulons pas subir, après avoir porté plainte pour diffamation contre les accusations mensongères dont nous sommes la cible, face au refus de la CFDT d'engager le débat sur les véritables motifs de notre exclusion, nous sommes obligés, exclus et dissous, d'envisager aujourd'hui

comment continuer notre combat syndical avec les travailleurs. Après débats et réflexions avec les travailleurs sur la manière la plus réaliste de continuer le combat dans l'usine, après deux assemblées générales, nous avons décidé de nous syndiquer TOUS à la CGT d'Usinor Dunkerque, exclus et dissous.

Ce choix s'est fait après avoir envisagé et étudié toutes les solutions : que ce soit les autres organisations syndicales ou même la création d'un syndicat autonome.

Dans les conditions actuelles et compte tenu de l'histoire du mouvement

ouvrier à Usinor Dunkerque, la solution qui nous est apparue la plus adaptée pour continuer à développer notre idée du syndicalisme est l'adhésion à la CGT d'autant qu'elle ne crée pas un facteur de division supplémentaire. Dans la réponse à notre lettre «lettre ouverte», la CGT nous a dit qu'elle ne nous demande pas de renier ni nos combats, ni nos convictions». Exclue par la CFDT ne veut pas dire exclus par les travailleurs, et tous ceux qui nous ont fait confiance au cours de ces dernières années savent bien que nous n'avons pas changé. Nous sommes toujours des militants syndicaux à part entière qui ont toujours été et seront toujours d'un seul côté : celui des travailleurs, de tous les travailleurs. Nous sommes prêts à demander aux travailleurs qui nous ont élu de refaire les élections quand ceux qui nous accusent le voudront. Nous n'avons jamais été attachés à défendre le syndicat pour l'étiquette mais uniquement en tant qu'outil de lutte entre les mains des travailleurs ; c'est dans ce sens que nous adhérons à la CGT et que nous invitons tous nos adhérents et sympathisants à aller à la CGT. Il ne doit subsister aucune ambiguïté dans notre position ; nous avons eu des pratiques divergentes durant certaines luttes à Usinor-Dunkerque. Il n'est pas question pour nous de renier ce que nous avons fait.

Nous pensons que malgré les divergences, il est possible que nous poursuivions ensemble la construction d'un syndicat, en l'occurrence la CGT, dans lequel les travailleurs deviennent de plus en plus les maîtres de leurs actions.

Ceci est le fil conducteur de notre action syndicale et le restera.

Ce texte n'est pas le fait de quelques exclus ; il est rédigé et accepté à l'unanimité par tous les membres de l'ancien Conseil Syndical CFDT qui n'ont pas voulu suivre la nouvelle CFDT et sa politique de recentrage, surtout au travers de ses accusations calomnieuses et diffamatoires et c'est pourquoi nous la signons :

Les exclus et dissous
par la CFDT
Usinor Dunkerque
le 15 octobre



**SAINT-GOBAIN
LES TRAVAILLEURS
REFUSENT LES MIETTES
DE LA DIRECTION**

Les travailleurs de la glacerie de Chanteraine (du groupe St Gobain) à Thourotte dans l'Oise, sont en lutte depuis le début de la semaine. A l'origine de ce mouvement soutenu par les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC : 300 F pour tous, la réduction du temps de travail, et l'arrêt des licenciements projetés. Les travailleurs en lutte (90% des 2200 au total) empêchent toute production (l'entreprise est spécialisée dans la fabrication des vitrines et pare brise autos.) Mercredi, une entrevue a eu lieu entre les représentants syndicaux et

la direction à Paris. Cette dernière n'a proposé qu'une augmentation au 1^{er} novembre, de 3%. En outre, elle a confirmé son intention d'accentuer son redéploiement actuel, avec sous-entendu des licenciements. Elle a d'ailleurs proposé d'accélérer quelque peu les choses en offrant, à tout travailleur qui partirait «volontairement» avant le 1^{er} janvier 1980, une prime de six millions d'anciens francs. Pour accélérer encore plus les choses, la direction a décidé que pour ceux qui prendraient leur compte après le 1^{er} janvier 1980, la

prime serait amputée d'un million chaque mois jusqu'au 1^{er} avril 1980... Les travailleurs devant ces «propositions» ont, comme on pouvait s'en douter, décidé de continuer leur mouvement. Le fait qu'à l'entreprise d'Aniche, dans le Nord, les travailleurs du groupe St Gobain continuent leur lutte également pour les salaires, ne peut que les y encourager. Il en va de même pour les mouvements de débrayages, toujours pour les salaires, observés cette semaine, dans les usines de Longjumeau et Chalon-sur-Saône.

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23-132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE, car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Y-A-T-IL FASCISATION DU REGIME ?



Le point de vue
de M^e Mignard, avocat

«Le giscardisme, un vichysme des temps de paix»

► - Depuis un an en France, la répression s'est manifestée de multiples façons : en plus des attaques répétées contre les travailleurs en lutte, projets de loi scélérates, arrestations arbitraires du 23 mars et du 1^{er} mai, assassinat de Goldman, extradition de Piperno, créations de milices d'autodéfense... Tous ces faits répressifs participent-ils, selon vous, d'un même mouvement ?

- Oui, il y a un seuil de franchi dans la gravité de la répression. Mais la 5^e République a connu des répressions plus graves, notamment contre le mouvement de libération algérien et ceux qui le soutenaient. Je parle de seuil dans la période giscardienne, Giscard n'a plus la possibilité de faire coller son discours libéral avec une répression qu'il a tenté de camoufler et qui maintenant prend le devant de la scène. Cette répression donne son vrai visage à ce régime antiouvrier, ce régime de haine de la jeunesse. C'est tout ça le giscardisme avec des relents de vichysme et de nouvelle droite. C'est donc inquiétant. Mais l'important, c'est aussi les formes que prend cette répression. Si nous avons connu une répression plus grave dans une époque antérieure, les formes que prend la répression sous le giscardisme sont tout à fait nouvelles.

Tous ces faits de répression sont à mettre en liaison : le concept fondamental du giscardisme, c'est

la sécurité. Alors que la répression gaullienne s'exerçait au nom du maintien de l'ordre républicain et des institutions de la 5^e République, la répression giscardienne s'exerce au nom de la doctrine de sécurité : sécurité des biens, sécurité des personnes, sécurité des villes, sécurité des espaces nationaux et européens. Cette doctrine qui s'est concrétisée par les opérations coup de poing par exemple est le pendant à un mode de vie à l'occidentale, présenté comme le seul possible et qui exclut de façon totalitaire tous ceux qui refusent le consensus qu'il impose. Certains régimes comme ceux d'Amérique latine ont poussé très loin cette doctrine en en faisant un corps politique, juridique, institutionnel qui recouvre la répression la plus féroce contre l'opposition.

► - Y a-t-il aujourd'hui recrudescence des attentats comme ceux de Sebail, Curiel, Goldman ?

- Il y a manifestement de la part de certains secteurs la volonté d'en découdre avec la vieille arme de l'assassinat fasciste. On ne peut pas dire pour l'instant que le phénomène va s'accroître. Ce qu'on peut constater, c'est que les auteurs de ces assassinats ne sont absolument pas poursuivis et, même s'il y a une volonté judiciaire de trouver les auteurs de ces assassinats, il y a certainement un blocage policier dans la mise en place de l'enquête.

Il n'y a pas eu, sur une période d'une dizaine d'années de recrudescence de ces attentats politiques.

Les assassinats politiques ont été bien plus nombreux de 1960 à 1964. Par la suite, il y a eu une stabilisation très nette. Puis quelques épisodes : l'assassinat de P. Overney ne fait pas partie des assassinats froids et prémédités comme ceux de Sebail, Curiel, Goldman. Et c'est peut-être ça le phénomène nouveau : la préméditation de ces assassinats.

Cela dit, l'assassinat de Goldman est un assassinat significatif, par ce que Goldman pouvait représenter pour une quantité importante de gens, significatif parce qu'on n'a toujours pas retrouvé les coupables.

► - Pourquoi des peines aussi lourdes dans le cas des manifestants du 23 mars et du 1^{er} mai ?

- L'Etat a voulu faire peur, intimider les manifestants. Cela s'inscrit dans le cadre d'une volonté de porter un coup au droit de manifester. Giscard demandait une garantie absolue de sécurité avant toute autorisation de manifester. Ce qui revenait à interdire toute manifestation. Le 23 mars, c'est un tournant parce que le pouvoir s'attaque à des manifestants isolés, pas pour autant ceux qui ont fait le plus de casse. Il s'agit de faire en sorte que

tout le monde puisse un jour estimer se trouver dans la même situation que ces manifestants.

C'est aussi un tournant vis-à-vis de l'utilisation de la justice elle-même. En effet, cette fois-ci, les juges sont utilisés en première ligne et comprennent d'ailleurs assez bien ce qui leur est demandé car, sans lésiner, ils vont, du tribunal de grande instance à la cour d'appel, appliquer résolument les tarifs qui leur sont demandés par la cour de cassation. Il s'agit de mettre tout manifestant dans un état d'insécurité judiciaire qui s'ajoute à l'insécurité policière.

► - Vous notez dans les derniers événements un accroissement de la répression. Est-ce que la nature du régime peut en être changée aujourd'hui ? Sommes-nous dans une période de fascisation ?

- Fascisation, cela fait référence à l'Allemagne nazie ou au régime franquiste. Cela suppose un mouvement de masse organisé derrière des cohortes fascistes, un prolétariat effondré, un courant démocratique anéanti. Il s'agit aujourd'hui de toute autre chose, la forme de l'Etat n'est pas en train de changer. C'est un Etat dont les liens avec certains secteurs de l'oligarchie financière sont parfaitement évidents, c'est un Etat qui est lié aux figures de proue des multinationales, c'est un régime profondément

réactionnaire et dont les formes de répression épousent les intérêts. C'est un régime qui a perdu tout ce qu'il y avait de populiste dans le gaullisme, tout ce qui dans le gaullisme signifiait encore un souci de défense des intérêts nationaux. Le giscardisme, c'est la réunification de la droite, alors que le gaullisme était un facteur de division de la droite à cause de la Résistance, de la lutte anti-OAS. Le giscardisme, c'est un mélange de vieux vichysme, de nouvelle droite, de commis de multinationales... Il est donc inévitable que ce soit un régime de réforme autoritaire. Ce qui est nouveau, c'est que ce régime tente de donner un corps théorique à sa domination politique. Les efforts de la nouvelle droite et du club de l'Horloges sont pas regardés sans intérêt par les milieux les plus hauts de l'Etat. Par ailleurs, ce régime réfléchit sur le plan de la doctrine de sécurité, sur le plan de l'espace judiciaire. C'est un régime qui a un plan politique parfaitement mis au point, c'est en cela qu'il est plus dangereux. Mais même si le giscardisme est tenté par la nouvelle droite, il n'y a pas fascisation de l'Etat.

Le giscardisme, pour reprendre l'expression d'A. Sanguinetti, c'est «un vichysme de temps de paix».

NOUS REVIENDRONS
SUR CE SUJET
LA SEMAINE PROCHAINE

LUTTES OUVRIERES

Mardi, la manifestation vient de se terminer ; autour du QdP, une discussion s'engage avec des travailleurs de Merlin-Gérin : syndicalistes, simples adhérents ou délégués et non syndiqués. Ils viennent du secteur Nord ou de Meylan.

Cette discussion a eu lieu mardi, à la veille du vote que

l'intersyndicale proposera pour lever l'occupation. Cette initiative, inattendue, créait une confusion certaine. Toutefois jeudi, aux dernières informations, hormis l'usine H, toutes les autres restaient occupées. Preuve, s'il en ait besoin, de la grande combativité des «Merlin».

Merlin-Gérin (Grenoble)

«LA DEMOCRATIE, C'EST COMPLIQUÉ»

de notre envoyé spécial Michel BERTEL

Un travailleur intervient : *«Moi je ne suis pas syndiqué ; je pense que les gens sont très conscients des problèmes. Ils sont au cœur de l'action et l'appartenance syndicale vient au second plan. Les gars se sentent vraiment concernés. Il faut bien dire que les luttes sont parties de chaque usine et ont convergé ensemble.»*

Une militante nous rappelle que plusieurs commissions se sont créées, notamment des commissions solidarité. A la réunion centrale «il y avait 25 travailleurs et 3 ou 4 délégués. Alors, on l'a vu, la démocratie c'est compliqué. Les gars s'énermaient les uns contre les autres ; c'est dur pour des gens de prendre la parole quand ils n'y sont pas habitués ! Les délégués de l'intersyndicale auraient pu décider à l'avance, mais ils ont préféré laisser faire. Et cela a été très utile.»

Mais il est vrai qu'il est difficile de passer dans la pratique, le fait que les décisions doivent être prises par les travailleurs, comme l'estime ce gars de l'usine A. «Encore faut-il en fournir les moyens aux gars, leur donner des informations», souligne un travailleur. Il ajoute deux exemples et cela est révélateur des initiatives que peuvent prendre les travailleurs à condition

qu'on leur laisse le faire : la première, c'est quand la direction a raconté des salades sur les salaires des ouvriers de Merlin : «Des travailleurs ont eu eux-mêmes cette idée de reproduire une fiche de paye». De même pour les non grévistes, les gars se sont interrogés sur comment répondre aux différents arguments développés par la direction, «et ils l'ont fait, ils sont sortis pour aller discuter...»

Nous poursuivons le débat. Ce travailleur de l'usine A, estime qu'il y a un point positif, c'est que tous les problèmes soient débattus en assemblée générale. «Mais il y a encore peu de contacts entre les diverses unités.»

«L'idée que c'est la base qui a le commandement, depuis l'occupation, je ne la ressens plus,

On dirait qu'il n'y a que l'intersyndicale qui décide. J'ai l'impression que l'on ne nous dit que les conclusions de l'intersyndicale, mais pas l'analyse qui sous-tend ses décisions. Et puis, il y a l'exemple de notre commission, on a fait un tract qui était différent des positions de l'intersyndicale (vis-à-vis du journal local Le Dauphiné Libéré. Résultat, les tracts n'ont pas été diffusés.»

L'INCIDENCE DE L'ACCORD CONFEDERAL

Mais qu'est-ce qui a pu conduire à un tel mouvement gréviste ? Plusieurs travailleurs citent le mouvement de février : «En février, on était loin de passer à une occupation. Alors, qu'est-ce qui a changé ? L'accord confédéral d'unité d'action a-t-il eu une incidence ? Tous s'accordent à le reconnaître : «L'élément moteur est bien l'unité syndicale ; à Merlin-Gérin, c'est aussi la plate-forme unitaire : les gars l'ont bien ressenti.»

Un adhérent CFDT ajoute, que la plate-forme unitaire est précise «ça n'est pas le catalogue». Mais pour ce travailleur de l'usine A, il ne faut pas non plus exagérer. Il y a eu dès le début septembre, des actions engagées dans certains secteurs. Et, il ne faut pas oublier que ce qui fait l'unité syndicale, c'est avant tout l'unité des travailleurs à la base. Il ajoute : «On fait l'expérience aujourd'hui de ce qu'est un mouvement de masse. Au premier débrayage d'une heure ou deux heures, il y avait 70 % de grévistes, les débrayages dans les bureaux étaient faibles, puis en deux jours il y a eu 100 % de grévistes. Les gars se sont rendus compte alors, que ce n'était pas une grève comme les autres.»

Mais est-ce une lutte sans problèmes ? Ça non, beaucoup de choses restent à améliorer, à concrétiser. Pour cet autre travailleur «un des problèmes, c'est le niveau de démocratie. Il y a un danger, c'est que d'un côté, il y ait les travailleurs dans les usines et de l'autre, les organisations syndicales qui négocient». La proposition démobilisatrice de mercredi soir (levée d'occupation sous prétexte de miettes lâchées par la direction) confirme ce danger perceptible dès mardi soir. Mais, outre la vigilance des gars, «ils ont veillé au grain» entendait-on mercredi, un militant résumait un peu les démarches à entreprendre aujourd'hui : «Il faut réussir à rassembler un maximum de gens, leur expliquer la situation comme elle est, et leur dire «il faut trouver des moyens pour continuer». Il faut arriver à lancer véritablement le débat.»

De même pour que chacun puisse se déterminer sur d'éventuelles propositions de la direction «tout dépend de comment, on les présente aux travailleurs, on a un rôle à jouer là-dessus».

Mais il se fait tard. Nous pourrions encore discuter des heures sur la grève à Merlin-Gérin. Les occasions ne manqueront sans doute pas de poursuivre le débat.



Usine S

UNE GREVE ACTIVE

Il est vrai qu'ici, comme dans d'autres unités, la participation importante des gars à l'occupation, la volonté de prendre eux-mêmes les décisions «pas une poignée qui décide et les autres qui tapent le carton», la nécessité ressentie par tous, de faire «une grève active», est significative. «Il y a une prise de conscience qui nous a surpris, une prise de conscience à un niveau supérieur. Depuis 1956, il n'y avait pas eu d'occupation. Les gars ont tout de suite compris qu'il fallait mener une grève active, qu'il fallait se répartir les tâches... Même des non-syndiqués se sont mis en avant. Et, il y a une commission qui s'occupe des tracts et les premières diffusions dans les quartiers, il n'y avait pas un seul délégué, les gars le font eux-mêmes, ils prennent aussi des initiatives...», nous indique Gérard. Les problèmes de la lutte sont posés en assemblée générale. Par exemple, celui des familles : comment associer les femmes ou les maris des grévistes, pour éviter des contradictions, pour renforcer l'occupation ?

Un autre travailleur nous rejoint : «Le matin à 6 heures, les gars sont tous là». L'incidence de l'ordonnance d'évacuation

Mardi matin, usine S de Merlin-Gérin : l'assemblée générale de ce matin vient de se terminer. Les gars reprennent leur poste dans l'usine occupée. Au portail, surmonté de banderoles, des travailleurs, syndicalistes ou non. Derrière, le panneau de la revue de presse, tenue journalièrement : *Le Dauphiné Libéré, Le Monde, Le Quotidien du Peuple...* Avec Gérard, délégué CGT et d'autres, qui se joignent à nous, nous faisons le point quelques heures avant la manifestation des métaux de l'après-midi, deux jours avant la Toussaint. Des négociations sont engagées mais de toute façon, pour les négociations, ce qu'il peut en sortir «ce sont les travailleurs qui décideront. Il y a des chiffres proposés, ils jugeront eux-mêmes» estime Gérard, approuvé par tous.

de l'usine par les CRS ? «Les gars sont venus encore plus nombreux que d'habitude, quand on leur a dit que les flics pouvaient venir. Ils n'ont vraiment pas peur !». Le week-end dernier, les gars de Merlin-Gérin auront appris aussi ce qu'est une justice de classe. Des gars le disaient ce matin : «Il faut expliquer ce qu'est la justice en France !».

«Evidemment quel apprentissage que de constater qu'un juge, 48 heures après un jugement favorable aux grévistes, revient sur sa décision et ordonne l'évacuation !»

Même chose pour la presse, la télé et la radio : chaque jour, la presse locale, *Le Daubé* mutile les communiqués, cache la réalité, etc. D'où cette idée qui germe que l'information doit bien circuler entre les différentes boîtes, que les travailleurs doivent faire entendre leur voix, etc. Des idées sont lancées à l'usine S comme à l'usine M, de faire une radio de lutte...

Ce mardi matin, chacun pense, «qu'il n'y a pas d'épuisement». Une déléguée CGT nous explique que ce sont «les gens qui ont poussé à l'occupation». Un ouvrier ajoute : «Les gars sont partis ga-

gnants et veulent gagner». Elle poursuit : «La combativité est constante. Parfois, des grèves partent très fort et ensuite cela diminue. Ici, c'est la troisième semaine de grève et d'occupation, mais c'est constant». Elle nous rappelle la «léthargie» des travailleurs durant toute une période, mais cela est bien révolu, la preuve est autour de nous : rien que ce matin, tous ces gars qui sortent terminant l'occupation de nuit à l'issue de l'assemblée générale et qui reviendront dans quelques heures. Ou alors cet autre ouvrier que Gérard me désigne «tu vois, il prend des photos depuis le début ; après il va les développer, mais ce n'est pas un délégué, ni un syndiqué» etc. Ou encore cet autre travailleur de la commission solidarité qui part en réunion.

Bien sûr, toutes les unités n'en sont pas au même niveau. Si à l'usine H, les travailleurs pensaient qu'il ne fallait pas faire rentrer d'autres gars de Merlin-Gérin «ici, ce n'est pas le cas on est allé à Meylan, à l'usine G... A l'usine A, ils ont fait pareil que nous... Comme ça, on peut faire vraiment circuler les idées et conserver les acquis» estime Gérard.

Après le suicide de Boulin

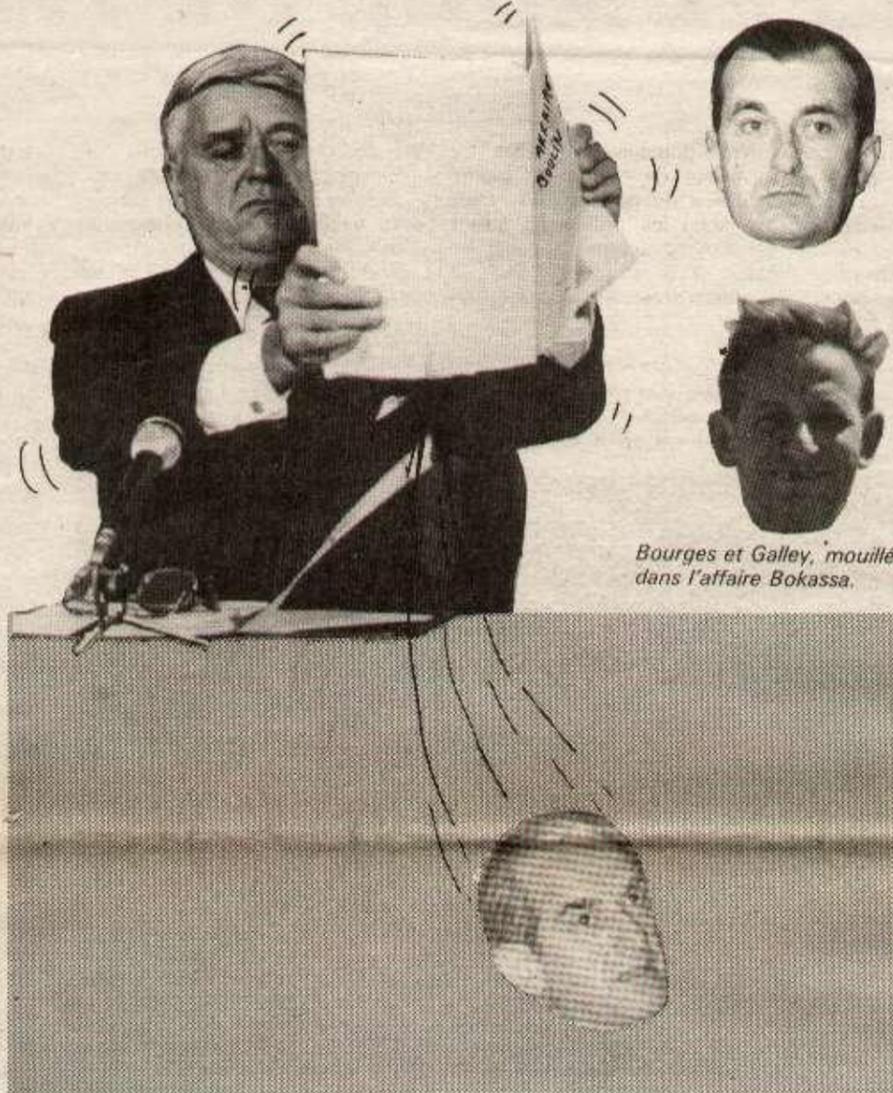
A QUI PROFITE LE CRIME ?

Dans les eaux fangeuses remuées par l'affaire Boulin, un peu de lumière commence à émerger. La droite a parlé trop vite du rôle de la presse, ou de celui d'un juge qui, en fin de compte, ne semble pas si «haineux de la société» qu'on a voulu le dire : Boulin n'a pas été importuné par les «auditions» dont il parle dans sa lettre posthume, puisque le procureur de la République de Caen affirme que le ministre n'a jamais été entendu.

Alors, d'où vient le scandale ? Nous avons rappé-

On ignore aujourd'hui d'où exactement a pu provenir la «révélation» du *Canard Enchaîné* qui est à l'origine de l'affaire, et il n'est pas certain qu'on le sache un jour de façon certaine. Il est permis de poser la question : à qui le crime profite-t-il ? Remarquons que — coïncidences ? — ce scandale n'arrive pas seul : le changement de régime en Centrafrique a été l'occasion de mettre en cause plusieurs des plus hauts personnages du régime : Giscard lui-même, à propos de l'affaire des diamants, sur laquelle il ne s'est toujours pas expliqué, Bourges et Galley dans leur aide au coup d'Etat, mais aussi dans leurs liens passés avec le régime centrafricain : rappelons la publication par le même journal satirique d'une lettre de Bourges à Bokassa, truffée de «*Votre majesté*» et «*notre longue amitié*» qui dépassaient largement le cadre des politesses diplomatiques ; rappelons que Galley a été ridiculisé par les bruits selon lesquels Bokassa lui aurait offert à manger de la chair humaine ; enfin, le scandale Boulin éclabousse Peyrefitte par ricochet, mais aussi d'autres personnages, comme Foccart, qui a eu longtemps comme collaborateur le dénommé Toumet, inculpé de faux

lé dans notre édition d'hier comment le *Canard Enchaîné* obtenait ses informations : une partie d'entre-elles peut provenir de hauts fonctionnaires, révoltés par telle ou telle bassesse du régime, ou de membres de la majorité qui glissent des peaux de banane à leurs rivaux. En cette période de guerre froide entre les diverses composantes de la droite, sur fond de préparation des élections présidentielles, le *Canard Enchaîné* reçoit souvent des confidences de telles sources.



Bourges et Galley, mouillés dans l'affaire Bokassa.

Les scandales à répétition touchent des membres du gouvernement... tous membres du RPR. Chirac préfère garder le silence...

Correction

Dans une première déclaration, Marchais évoquait «la correction dans les rapports» qui doit, selon lui, régir le «débat politique». Dans l'éditorial de *L'Humanité* du 1^{er} novembre, Andrieu écrit : «Nous combattons une politique, mais nous ne cherchons pas à déshonorer des hommes, surtout quand ils sont honorables». Non, mais c'est tout ? C'est quoi, la «correction» des CRS qui éjectent un piquet de grève ? C'est «honorable» d'avoir confirmé le licenciement de 300 délégués syndicaux ? Ou ce sont seulement des «idées» à combattre ?

en écriture à propos du terrain vendu à Boulin.

LA DISCRETION DE CHIRAC

On ne peut manquer de noter que ces scandales à répétition jettent le discrédit, ou du moins la suspicion, sur des membres du gouvernement, tous membres du RPR. On sait que depuis longtemps, Giscard tente, avec quelques succès, de lamener l'influence du RPR, en s'appuyant sur des membres du gouvernement gaulliste proches de ses thèses : Boulin, Peyrefitte, Bourges, Galley, autant de ministres qui jouaient le rôle d'un cheval de Troie giscardien à l'intérieur du RPR. Tous sont, à des ti-

tres divers, compromis dans un scandale.

Les pro-giscardiens du RPR ainsi salis publiquement, Chirac se fait très discret, évitant bien d'apparaître comme prenant leur défense. On annonce même que le président du RPR n'assistera pas aux obsèques de son «compagnon». La *Lettre de la Nation* du 31 octobre est d'une discrétion que l'on peut qualifier d'ahurissante : l'éditorial de Charpy commence par ces quelques lignes : «La mort de Robert Boulin ajoute une note tragique à une situation économiquement et socialement dégradée. Elle a été un choc moral fortement ressenti dans une opinion déjà désemparée et il est difficile de prévoir les réactions en profon-

deurs. Après une citation de Chirac, l'éditorialiste gaulliste embraye sans sourciller : «Après ce moment d'émotion, la vie parlementaire a repris ses droits» et continue comme si de rien n'était sur la discussion du budget. Trois lignes pour un membre du RPR, ministre de de Gaulle pendant 10 ans, c'est un peu court ! On voudrait laisser entendre qu'on n'a rien à voir avec des gens compromis dans des scandales qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Dans cette situation de rivalité intense au sein de la droite, la tactique de Chirac consiste à critiquer la politique gouvernementale en tirant son épingle du jeu : il y a moyen pour

lui de tirer parti de ces affaires qui, pour l'instant, en salissent le gouvernement et, ne l'oublions pas, le président avec l'affaire des diamants. Comment interpréter d'ailleurs cette déclaration de Chirac que cite la *Lettre de la Nation* à propos de la mort de Boulin : «Il n'y a qu'un seul véritable remède à tous les maux : donner aux Français quelque chose à aimer. Et leur donner d'abord à aimer la France, mais une France totalement signe d'être aimée». Une manière alambiquée de dire qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de France, mais que Chirac, lui, est propre.

François NOLET

Vertu

Dans son communiqué, le garde des sceaux se retranche derrière la séparation des pouvoirs politique et judiciaire pour affirmer ne pouvoir intervenir dans le cours d'une instruction. Cette discrétion peut sembler louable, les mauvais esprits diront inhabituelle. Il faut tout de même rappeler que le pouvoir exécutif a des moyens, parfaitement légaux, d'intervenir dans l'instruction d'une affaire, par l'intermédiaire des magistrats du Parquet qui, très officiellement, reçoivent leurs ordres du garde des sceaux. En particulier, la chancellerie a le droit, à tout moment, de se faire communiquer un dossier. Alors, pourquoi tant de détachement ?

Adoption de la conclusion du «projet socialiste»

Le groupe de travail chargé de la rédaction de la conclusion du «projet socialiste» a adopté un texte. Par rapport aux intentions initialement exprimées, le texte qui va être proposé aux militants affirme nettement la spécificité du PS par rapport au PCF, déclarant : «La majorité des Français ne fera confiance à la gauche pour gouverner que si elle est sûre que le socialisme fondera la liberté pour notre temps. Qu'on le veuille ou non, il faut pour cela que le parti socialiste apparaisse comme la force d'animation dans l'alliance».

Le texte évoque la nécessité pour le PS de «développer une capacité au-

tonome de luttes et d'intervention».

Le PS fera porter ses efforts de recrutement et de propagande en direction des cadres, et des «classes moyennes traditionnelles». Toutes couches, on le sait, qui sont souvent à la lisière de la majorité et de l'opposition, et dont les suffrages sont décisifs dans une élection présidentielle qui se jouera probablement à peu de voix. Cet appel aux cadres et autres couches électoralement importantes vient rappeler l'objectif réel de ce texte, qui servira à la promotion du candidat socialiste aux présidentielles, en dépit des dénégations de la direction du PS.

INFORMATIONS GENERALES

Le nucléaire de plus en plus sûr ?

● L'EDF a décidé de procéder dès ce lundi 5 novembre au chargement de la Centrale Nucléaire de Tricastin, après avoir reçu l'autorisation du ministre de l'Industrie André Giraud. Cela, malgré l'opposition du personnel.

● La centrale nucléaire de Bugey va être arrêtée de 4 à 7 semaines, pour la tranche 2. Il s'agirait, selon la direction générale de l'équipement d'EDF, d'une «réparation de l'alternateur» ; il faudrait réparer «un défaut d'isolement électrique du stator».

● Encore une fuite. Cette fois, c'est une fuite d'eau dans le circuit secondaire de la centrale de Chozy, près de Charleville Mézières. La production a été arrêtée plusieurs heures jeudi.

● Profonds remous aux USA, où la commission d'enquête chargée d'étudier les conséquences de l'accident de la centrale de Three Mile Island a refusé de demander un moratoire sur la construction de nouvelles centrales. Le rapport propose des mesures visant à renforcer les normes

de sécurité, à entraîner mieux le personnel, et une modification de l'organisation du contrôle (agence officielle à la place de la Nuclear Regulatory Commission). Nouveau cheval de bataille dans le cadre des élections : Edward Kennedy a protesté, demandé de profondes modifications avant qu'on ne construise de nouvelles centrales...

● RFA : Une centrale va être démolie, parce qu'elle n'était pas rentable. Qu'on juge un peu du gâchis : 5 ans pour la construire, 6 ans pour la démonter. Elle n'a fonctionné en tout et pour tout que 13 jours ! Presque un an de travail pour un jour de fonctionnement ! Mais la bourgeoisie allemande a aussi le mot pour rire, puisqu'on affirme pouvoir tirer des conclusions intéressantes sur le problème de la démolition des centrales, qui se pose à moyen terme pour toutes ! Sur la base de 13 jours de fonctionnement, on va encore nous sortir des normes de sécurité plus que douteuses !

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Dossier
du
Quotidien du Peuple

1^{er} novembre 1954
1^{er} novembre 1979

1^{er} novembre 1954 : en de nombreux points du territoire algérien, des explosions retentissent, secouant l'ordre colonial. Une proclamation annonce la naissance du Front de Libération Nationale et son armée, l'ALN. La guerre qui commence durera huit ans, et c'est au prix de deux millions de morts que le peuple algérien arrachera son indépendance.

C'est un conflit décisif qui s'ouvrait voici vingt-cinq ans. Pour l'Algérie elle-même. Pour la France. Et pour le monde entier.

130 années de colonialisme avaient réduit le peuple algérien à la misère. Sur leurs grands domaines, les colons comme Bourgeaud réglaient le pauvre salaire de leurs ouvriers agricoles à l'aide d'une pseudo-monnaie, fabriquée par leurs soins et utilisable dans les seuls magasins qui leur appartenaient. L'industrie était quasi-inexistante. L'alphabétisme était un phénomène de masse. La vigne, destinée à la consommation de la

métropole, avait chassé le blé. En finir avec cette situation, retrouver sa dignité, passer par une première condition : mettre fin, les armes à la main, à la domination coloniale.

Pour l'impérialisme français aussi, l'épreuve était considérable. Chassé d'Indochine, après avoir été battu à Dien Bien Phu, chassé du Maroc et de Tunisie, il disposait encore d'un énorme empire colonial en Afrique. Ravalié quasiment au rang de client des Etats-Unis par la deuxième guerre mondiale, il pouvait encore espérer s'appuyer sur cet arrière pour se hisser à nouveau au premier rang. Proche de la métropole, peuplée de nombreux colons, soumise depuis longtemps à une exploitation coloniale rationnelle, l'Algérie était la pièce maîtresse de ce dispositif. Avec un acharnement aveugle, tout le personnel politique de la bourgeoisie allait, des années durant, s'efforcer de la faire plier : les socialistes, la droite, les gaullistes s'y emploieront en vain.

Pour notre bourgeoisie, la crise algérienne allait déterminer des muta-

tions importantes : la Quatrième République n'y survivra pas. Et, dès 1960, de crainte que l'incendie ne s'étende, le système néo-colonial devra être mis en place en Afrique, ouvrant malgré lui la voie au cheminement ultérieur vers l'indépendance. Cependant, le PCF se disqualifiait en condamnant tout d'abord la rébellion, puis en refusant jusqu'au bout de revendiquer nettement l'indépendance pour l'Algérie, et de soutenir la lutte de son peuple. Le soutien explicite à la revendication d'indépendance sera toujours rejeté dans la propagande du PCF au profit du mot d'ordre «Paix en Algérie», tandis que ceux qui soutenaient ouvertement le FLN étaient volontiers taxés par la direction du PCF de «provocateurs».

Sur la scène mondiale, le conflit algérien a eu un retentissement considérable. Après les premiers coups portés par les peuples d'Indochine au colonialisme français, avant que ne s'ouvre, au même endroit, la

guerre contre l'impérialisme américain, il a été, des années durant, le point crucial de l'affrontement entre les peuples opprimés et l'impérialisme. Il a fortement marqué le processus du réveil du monde arabe, dont la poursuite pose aujourd'hui d'insolubles problèmes aux candidats à la domination du monde. Il a donné naissance à un pays qui, parce qu'il était issu d'une vaste mobilisation populaire, allait jouer un rôle de premier plan dans l'émergence du Tiers Monde en tant que force politique. Et tandis que la Chine soutenait sans réserve, dès le début, le FLN, l'URSS khrouchtchevienne hésitait jusqu'au dernier moment à reconnaître sa légitimité ; ceci au nom d'une conception de la coexistence pacifique qui la conduisait à s'opposer de manière croissante au mouvement de libération des peuples. Des composantes essentielles du monde d'aujourd'hui commençaient ainsi à se mettre en place.

Le 1^{er} novembre 1954 restera une date historique dans l'histoire de notre siècle.

IL Y A 25 ANS : L'AUBE DE LA LUTTE POUR L'ALGERIE INDEPENDANTE

Voir en page 13, un document du FLN sur le Parti communiste algérien, au début de la guerre

8 ANS DE LUTTE ARMEE

L'insurrection du 1^{er} novembre 1954 est l'aboutissement de 130 ans de résistance du peuple algérien à l'occupation coloniale. Sa volonté d'indépendance s'était scellée dans le sang des massacres de Sétif du 8 mai 1945 (40 000 morts), par les forces colonialistes françaises.

Les premières organisations de lutte s'étaient mises en place. Le 7 mai 1954, la victoire du peuple vietnamien à Dien Bien Phu avait renforcé l'espoir de libération.

1954 - 1956 : L'UNITE DU PEUPLE ALGERIEN AUTOUR DU FLN

1^{er} novembre 1954 à 1 heure du matin, des attaques sont déclenchées sur trente points du territoire, une proclamation annonce la création du Front de Libération Nationale (FLN) et de l'Armée de Libération Nationale (ALN). La masse du peuple algérien va répondre à l'appel du FLN.

Le 20 août 1955, les paysans se soulèvent dans le Nord Constantinois et marchent sur Philippeville.

Le 1^{er} novembre 1955, une grève générale est largement suivie dans les villes. Les conseillers municipaux, les parlementaires à l'assemblée algérienne démissionnent et rejoignent le FLN.

En 1956, c'est le début de l'organisation en France de l'émigration algérienne, dans la résistance au colonialisme.

Le 20 août 1956, le 1^{er} Congrès du FLN dans la vallée de la Soummam scelle cette unité nationale.

1956 - 1958 : LES PLEINS POUVOIRS DE GUY MOLLET

Le 12 mars 1956, le gouvernement Guy Mollet obtient les pleins pouvoirs grâce aux voix des députés du PCF. Le socialiste Lacoste, gouverneur de l'Algérie et le général Massu disposent d'un corps expéditionnaire de 600 000 hommes.

En septembre-octobre 1955 des rappelés, puis en mai-juin 1956 des soldats du contingent manifestent leur refus de partir.

Le 7 janvier 1957, débute la Bataille d'Alger : Massu, avec 8 000 hommes veut liquider l'organisation du FLN dans la Casbah d'Alger par la pratique systématique des ratissages et de la torture. C'est ce que les autorités françaises appellent la «Pacification».

Début 1957, les premiers ré-

seaux de soutien au FLN voient le jour en France.

En Algérie, l'ALN regroupe maintenant 130 000 hommes. Elle remporte en 1958 la bataille de Bouze Gzeg et occupe en juin 1959 la région de Bone, à l'est de l'Algérie.

Le 15 septembre 1958 est fondé le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA).

A partir de l'été 1958, le FLN passe à l'attaque en France (attentats contre des postes de police, des dépôts d'essence, le domicile de Soustelle).

1958 - 1962 : L'ECHEC DES MANOEUVRES DE DE GAULLE

De Gaulle porté au pouvoir par le putsch militaire du 13 mai 1958 abandonne le Plan Challe pour proposer d'autodétermination le 16 septembre 1959 puis accepte des négociations avec le FLN à partir de juin 1960.

Des manifestations gigantesques de toute la population algérienne éclatent dans toutes les grandes villes d'Algérie. Le 11 décembre 1960, quand De Gaulle est à Alger (2 000 morts à Alger).

En France, le 24 février 1960, c'est l'arrestation spectaculaire d'une partie du réseau Jeanson à Paris, puis celle, silencieuse, du premier réseau de Lyon.

Le 6 septembre 1960 des intellectuels publient le Manifeste des 121 contre le colonialisme, et ses méthodes, notamment contre la torture.

Début 1961, De Gaulle propose la partition de l'Algérie (les régions riches à la France, le reste aux Algériens).

Le 5 juillet 1961 une journée nationale contre la partition est massivement suivie dans toute l'Algérie.

Le 17 octobre 1961, des milliers d'Algériens manifestent à Paris. La répression par les forces françaises de l'ordre, fera 600 morts.

Le 1^{er} novembre 1961 une journée nationale pour l'Indépendance mobilise toute l'Algérie.

Le 2 novembre 1961 les prisonniers du FLN en France entament une grève de la faim.

Le 18 mars 1962 les Accords d'Evian sont signés.

Le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée.

Plus de 1 500 000 Algériens, ont payé de leur vie, la victoire de l'indépendance, arrachée à l'impérialisme français.

«Ils venaient de toutes parts, des villes et des douars des Aurès....»

Extraits d'un récit de Djelloul Bougoffa, qui reconstitue ici, à partir des témoignages de plusieurs moudjahidin, le rassemblement des premiers maquisards dans la région d'Arris, la veille du 1^{er} novembre

C'était par une nuit fraîche et sombre, sombre pour l'occupant puisque c'était la veille de la Toussaint ; il ne pouvait soupçonner qu'elle sera la plus triste de son histoire car elle sera l'occasion de faire tomber un mythe. Un vent frais soufflait sur les montagnes des Aurès. A travers les forêts touffues, des ombres se faufilaient, sans bruit, grimpaient d'un pas rapide et sûr. Des montagnards habitués aux longues marches sur la pierreaille et dans les épinés.

Ils venaient de toutes parts, des villes et des douars des Aurès et même d'ailleurs, la puissante tribu des Toublis sur son territoire (Ichemoul, Hadjaj, Arris) ; les fiers Boushmanis des repaires d'aigles environnant Arris ; les tenaces gardiens des portes du Sud, les Ghassiris, qui auront l'honneur de la première embuscade au tunnel de Tighanmine à 18 km au sud, le matin du 1^{er} novembre 1954 ; les farouches Srahmas et Chorhis, tribus cousines, parlant à la fois couramment l'arabe et le chaoui, dont les familles seront les premières à souffrir des implacables représailles qui suivront le premier grand accrochage. (...)

Les lointains Amiamris et Memchis et bien d'autres qui venaient des confins des Aurès, n'étaient pas les derniers au rendez-vous à la déchra Ouled Moussa où se retrouveront 350 militants. (...)

A part la grande réunion des 500 militants à la mosquée de Chemoura, à la veille du Mawlid En-Nabaoui de l'hiver 1954 où étaient présents Rabah Bitat, Lakhdar Ben Tobal et Mostefa Benboulaïd et bien d'autres, sous des pseudonymes, on n'avait pas vu, de mémoire d'homme, un rassemblement aussi grand, et si hétérogène réunissant celui qui souffre de l'ignorance et de la misère avec celui qui est aisé ou qui a le savoir ; le paysan avec le citadin. Ce qui, déjà, prouvait que le colonisateur avait échoué et échouera toujours dans sa politique de division tribale, de promotion d'une certaine élite et d'assimilation.

Le groupe de 350 militants était déjà homogène. Il allait déclencher dans quelques heures, à minuit exactement, l'insurrection armée. Il représentait la Révolution naissante, creuset où viendraient se fondre et se purifier toutes les couches algériennes, animées par le même but : acquérir des droits, puisqu'on ne leur en reconnaissait aucun.

Les groupes spéciaux, composés d'hommes sûrs, étaient là aussi, avec les armes qu'ils avaient ramenées des nombreuses caches qu'ils étaient les seuls à connaître. Elles ont pu être introduites par le sud des Aurès, l'Oued Souf, la Libye. (...)

Lors de ce rassemblement de militants, il y avait des citadins et surtout des montagnards, des gens aisés et des pauvres. Un montagnard, « Oued El Ghoulia », grand, bronzé, les traits durs, même quand il parlait, avait un air farouche qui effrayait ses adversaires. Sa force herculéenne lui permettait de sauver plusieurs compagnons blessés lors des terribles accrochages. Mais son ignorance a failli le laisser dans l'autre bord, comme plusieurs de ses camarades d'enfance avec lesquels il avait souvent labouré cette terre rocailleuse, qui ne donnaient pourtant jamais rien et qui était la seule chose que les colons avaient bien voulu leur laisser. Ces malheureux ignorants, influencés par les services d'action psychologique français, iront hélas ! grossir les rangs des ambitieux tels les harkis. Ils rejoignirent par la suite, les uns après les autres le FLN et l'ALN, cette armée de frères qui ne leur avait jamais opposé de barrière. Ils s'y intégrèrent car ils finirent par comprendre que cette lutte était aussi la leur.

A l'inverse de Belkhez Oued El Ghoulia, Jilani Haddad était plutôt un citadin aisé. Garçon intelligent, il avait compris la nécessité de la lutte. Vivant au milieu de la population, il garda le contact avec le maquis. Cela représentait plus de risques car il était connu au village pour ses idées révolutionnaires. Nous le vîmes pour la dernière fois, un an plus tard, en montant à l'école, jeté dans un tombereau à ordures avec un de ses compagnons. C'était à la suite d'un accrochage, à la sortie du village que finalement il n'avait jamais quitté. Mes camarades et moi parlons souvent de cette scène que la « civilisation française » nous a imposée, nous les « sauvages ». (...)

Le 4 novembre, le village et les hameaux environnants furent encerclés. La population était souvent convoquée pour entendre des discours menaçants : menaces d'incendie, de tueries en commençant par les familles des maquisards, « si ceux-là ne rentraient pas dans les 15 jours qui suivent ». Les notables devaient communiquer la liste des « hors-la-loi » dans les trois jours qui suivraient. On faisait croire à cette population coupée de tout, privée de tout, torturée (certains tués) que leur révolte était un soulèvement local qui aurait la même issue que celle de Kherrata et Sétif en 1945. (...)

Mais ceci ne fit que raffermir la population dans sa croyance et sa confiance en la Révolution naissante et en son ALN. Cette dernière sera l'appui, le refuge, l'espoir pour ceux qui, les armes à la main, lutteront contre l'injustice. En dépit de ces menaces, cette même population créera un climat d'insécurité pour l'armée française, pourtant bien entraînée et bien équipée.

La liaison avec l'ALN a été assurée par de courageux moudjahidines un peu partout. Mais ici à Tkout, où les hommes n'avaient pas le droit, sous peine de mort, de s'éloigner sans autorisation du village, ce sont les femmes qui ont servi de liaison. Ces femmes, qui ont toujours accepté toutes les corvées pénibles sans jamais rechigner, s'étaient montrées égales aux hommes qu'elles aidaient dans la lutte. (...)

Dehli enchaîna tout de suite.
— Je viens de voir mon avocat.
— Pourquoi ?



Un groupe de «Moudjahidines» dans la «Wilaya 4» de Kabylie, en 1954. Une des premières unités de l'armée de libération.

«Faites que le nom de Fort Montluc, à Lyon, soit un nom inoubliable pour les générations futures»

Par Salah Khalef, ancien militant FLN, condamné à mort, rescapé du Fort Montluc

Publié par les Editions d'El Moudjahid, à Alger

— Pour rien. Il paraît que la situation politique est bonne. Depuis les manifestations de décembre 1960, le gouvernement français aurait d'après mon avocat, engagé des négociations secrètes avec le F.L.N.

— C'est tout ?

— Non. Il a été convoqué aussi à la chancellerie à Paris. Il espère que je serai gracié.

Ces derniers mots créèrent une grosse inquiétude parmi les condamnés. Ici à Fort-Montluc tout le monde savait à quoi s'en tenir, quand l'avocat d'un condamné était convoqué à Paris. C'était pour défendre une ultime fois son client auprès du Conseil supérieur de la magistrature française en présence du général de Gaulle lui-même, à qui la décision de gracier ou de faire exécuter appartenait en dernier. Pour cette communauté de patriotes déjà meurtris par une série d'exécutions, ce que venait de leur rapporter leur camarade, était le prélude à une nouvelle exécution. (...)

Et puis, de tout ça, il en avait marre. Cela faisait déjà 8 mois qu'il était ici, dans cette sinistre prison, 8 mois à guetter l'aube. 8 mois à trembler chaque matin au moindre bruit. Oui, il en avait assez ! Alors qu'on en finisse. Et vite ! Ses pensées allèrent plus loin, au pays natal. Vers son village — Tinar — un sympathique bourg à l'Est de Sétif.

Il y revit son enfance. Issu d'une famille de paysans, paysan lui-même, la misère qui sévissait dans les années 50, le poussa à prendre le bateau pour la France, dans le but d'aider un père fellah, ouvrier des colons — la famille Croz — Arrivé à Marseille, il poussa jusqu'à Lyon, gros centre industriel, où il put trouver du travail. Mais quel travail ? Manoeuvre ! Lui, paysan, il s'accoutuma vite. Il était mais très intelligent. Esprit très vif. Solide gaillard. Très beau, travailleur. Tout était réuni en lui pour le faire de suite adopter, soit par ses amis soit par ses employeurs.

La guerre de libération nationale le surprit évidemment en France à Lyon. Il ne réfléchit point, s'engagea dans les rangs du F.L.N. dès les débuts de la lutte. L'espoir de retourner vers sa terre lointaine pointa à l'horizon. Cet espoir c'était le F.L.N., c'était l'ALN, qui combattait déjà sur le terrain. Il voulait rentrer au pays. Mais pourquoi rentrer ? Puisqu'il pouvait servir la mère patrie à 1 000 km de là, à Lyon. Le premier tract du F.L.N. diffusé en France n'appela-t-il pas les Algériens à une guerre de 100 ans ? Et puis qu'importe, il vivra cent ans. Il aimait à le dire à Montluc. Il verra cette bonne terre de Tinar débarrassée des colons qui avaient vidé son père, et laissé mourir sa mère atteinte de tuberculose. Il pensait à cette mère qu'il aimait. Si elle avait été en France elle ne serait jamais morte. Ici, il y a des médecins, des médicaments. Là-bas rien. La misère. Le dénuement. Le travail forcé du lever au coucher du soleil chez les colons. Une nourriture faite de pommes de terre sauvages et de galette d'orge. Alors, la mère de Dehila malade et ne se releve jamais. La volonté de Dieu s'était accomplie. (...)

Non ! Ce n'était pas possible. Il connaissait par cœur les 60 versets du Coran. Il a été élevé dans la croyance de Dieu. Il savait que Dieu n'était pour rien dans la mort de sa mère. Et maintenant qu'il était militant du F.L.N., des responsables lui avaient appris beaucoup de choses : l'origine de l'occupation, l'arrivée des colons, la confiscation des terres, etc.

Alors il comprit que sa mère avait été assassinée par la misère imposée par la famille Croz et autres. Eh bien ! maintenant l'heure des comptes avait sonné. La guerre durera cent ans ou mille ans... Le colonialisme allait payer cher l'assassinat de toutes les mères mortes dans la souffrance, l'exil des enfants...

Septembre 1958 fut l'année d'une grande vague d'attentats : aux quatre coins de la France, les groupes de choc du F.L.N. portaient la guerre d'Algérie. Les dépôts d'essence de Shell et Berre à Mourepiane près de Marseille flambrèrent.

Les commissariats de police de toutes les grandes villes étaient attaqués. Le nombre de morts était impressionnant ; les traitres, les tortionnaires, et autres tombaient sous les balles des fidèles du FLN. L'insécurité commença à régner en France. La répression aussi ; exécutions sommaires, lynchages, tortures, furent le lot quotidien de l'émigration algérienne.

Dehli commandait le groupe de choc qui fut désigné pour attaquer le commissariat de la place « Jean Macé » à Lyon. Ce commissariat avait été retenu par le F.L.N. parce que de nombreux militants conduits à ce poste n'en sortirent jamais vivants, et les rescapés étaient en piteux état.

Deux morts, 4 blessés grièvement au bilan de l'attaque de ce sinistre poste de police. Blessé par une balle au pied droit, au cours de la fusillade qui précéda l'attaque, Dehli fut rejoint et arrêté à quelque 800 mètres du commissariat, en même temps d'ailleurs que son compagnon Achouri. Conduits à la prison St Paul, ils y restèrent presque 2 ans avant d'être jugés et condamnés à mort par le tribunal militaire de Lyon. (...)

Après le souper du soir, on faisait monter les condamnés au premier étage, au couloir de la mort. Dans les anti-chambres, véritables tombeaux par leur étroitesse, et pendant le court trajet qui les séparait du 1^{er} étage (20 marches), les condamnés aimaient à plaisanter. Avant d'être enfermé dans sa cellule, chacun d'eux devait mettre son pyjama et mettre devant la porte ses habits, c'est-à-dire, pantalon, veste et souliers. On n'oubliait jamais de prendre avec soi 3 ou 4 paquets de cigarettes, du café en grande quantité, 2 ou 3 livres de ce qu'on pouvait trouver à la bibliothèque. Enfin tout ce qui pouvait aider à rester éveillé jusqu'au matin.

Au couloir personne ne dort. Tous savaient ce qui les attendait ; et personne ne voulait être surpris dans le sommeil. Alors tout en lisant, en fumant, en écrivant, on était toute ouïe vers l'extérieur. (...)

Soudain, la prison s'anima. Boudina, un condamné, qui avait sa cellule près de la grille, cria, étonné par l'émotion : Allah ou Akbar ! Au même moment chaque condamné se jeta sur sa porte pour y cogner son oreille. S'il ne voyait pas, il pouvait entendre. Il pouvait savoir vers quelle cellule le bourreau se dirigeait. C'était le moment le plus atroce. (...)

La grille donnant accès au couloir s'ouvrit. Le cortège funèbre arrivait.

Il se composait du commissaire du gouvernement, du juge qui avait instruit l'affaire, des policiers qui avaient arrêté le condamné, de l'avocat et des membres de la famille du condamné. (...)

Le cortège longeait la cellule, dépassa la cellule de Boudina, Oudjani, Birèche, Lachar, Manachacha, Irid. Il s'arrêta, non il continue... Devant quelle cellule va-t-il s'arrêter ? (...)

Une porte s'ouvre. Une voix ; Dehli ! le bourreau vient de le désigner. (...)

Enchâné, Dehli sortit de sa cellule. Il fit quelques pas, s'arrêta, et s'adressa à ses camarades : « Frères... Adieu ! Pour moi le calvaire prend fin. Je rejoins mes frères, les guillotins, les massacres, les brûlés, les fusillés, les torturés. Je m'en vais vers Dieu. Que ceux d'entre vous qui sortiront vivants de cet abattoir, se souviennent de cette prison de Fort-Montluc... Faites que le nom de Fort-Montluc soit un nom inoubliable pour les générations futures. De cette prison triste et sinistre des militants du F.L.N., à des milliers de lieues de chez eux, en ont fait un sanctuaire de courage et de sacrifice. Que Montluc reste à jamais dans la mémoire de notre peuple comme un haut lieu de patriotisme et d'héroïsme. N'oubliez jamais le serment que vous avez fait au F.L.N., la lutte jusqu'à la dernière goutte de sang. Moi, ma mission est finie. Je vais donner tout mon sang. Vive le F.L.N.. Vive l'Algérie libre et indépendante ! ». C'étaient les dernières paroles de Dehli. (...)

1929-1979 LE CINQUANTENAIRE DU KRACH DE WALL STREET

Mardi 9 octobre 1979. Panique à la bourse de New York. 20 millions de titres sont échangés sur le tapis de Wall street, qui recule de 3 %. Le lendemain, Paris recule de 5 %. L'or dépasse la barre de 400 dollars l'once (31 grs), soit plus de 10 fois sa valeur en dollars de 1971.

Voilà que le jeudi noir — le 24 octobre 1929 — renaît de ses cendres. C'est le cinquantième anniversaire à peu de chose près. Coïncidence, si le jeudi noir furent échangés 13 millions de titres à Wall street, faisant disparaître en fumée 8 milliards

de dollars, et annonçant la plus grande crise du capitalisme depuis son origine ?

Certains croyaient en avoir fini avec le grand plongeon de 1929. Le voilà qui revient sous la forme d'un «fantôme» pour reprendre les termes du journal patronal *l'Expansion*. Pas un journal économique pour ne pas reprendre la comparaison sur un ton morbide : Apocalypse ? Fantôme ?

Un cinquantième anniversaire d'une telle actualité vaut la peine qu'on s'y arrête un moment. Histoire, certes, mais histoire d'aujourd'hui.

pulation mondiale !) Mais ils achètent tout cela à crédit.

Une première crise a lieu dès 1920. Appelée crise de recouvrement de l'appareil militaro-industriel, elle porta le nombre de chômeurs de 1,4 millions en 1920 à 5 millions en 1921. Les salaires chutèrent ainsi que la produc-

Les mythes d'une crise

Il y a d'abord des mythes à détruire. Ceux qui entourent la crise de 29 en font partie. En premier, cette crise n'a pas commencé le soir du 22 octobre 1929, veille du premier jour de panique boursière.

La réalité est que les Etats-Unis connaissent trois graves dépressions dans les 10 années précédant le Krach. En 1920, avec pour conséquences une baisse de 32 % de la production et cinq millions de chômeurs. Puis en 1924, et enfin d'octobre 26 à décembre 27, où la bourse connaît pour la première fois une baisse sensible.

Du point de vue de la situation mondiale, la fausse paix de Versailles, le déclin européen, la révolution russe et la situation sociale en Allemagne et en Italie sont des signes tangibles d'un monde impérialiste malade, bien malade. Un deuxième mythe vole alors en éclats : la crise n'a pas été d'abord boursière, mais économique, voire politique. Les images d'Épinal de certains suicides chez les boursiers amusent autant les démographes que les économistes. Elles restent néanmoins tenaces, parce que révélatrices de l'intensité et de la profondeur de cette crise.

La montée des USA

Quelles furent donc les causes de cette longue crise dont tous les historiens s'accordent à reconnaître qu'elle dura en fait jusqu'à la guerre de 39 ? Et d'abord, pourquoi les USA ?

Les USA sont les grands gagnants de la guerre 1914-1918. Les destructions réciproques des pays européens malgré la «victoire» de la France et des Anglais sont un premier grand coup porté aux impérialismes de l'époque coloniale. La révolution d'Octobre en Russie, et les crises politiques qui marquèrent l'Europe d'après 1914 eurent pour effet d'empêcher un relèvement rapide des impérialismes européens.

Les Etats-Unis n'ont pas subi les mêmes revers économiques dans cette guerre. Ils en ont même profité pour se placer en tête des impérialistes. Situés hors du champ de bataille, ils deviennent le financier obligé d'une Europe bancalée. Près de 10 milliards de dollars seront ainsi prêtés par les USA entre 1921 et 1928.

Le rôle de banquier mondial, l'Amérique le doit aussi à la puissance industrielle et agricole édifée dans le cours du conflit. D'abord l'agriculture. C'est l'époque du Corn-Belt, du machinisme introduit massivement à la campagne pour satisfaire les besoins alimentaires d'une Europe dont la main-d'œuvre agricole croupit dans les tranchées. Et puis, l'industrie d'armement qui approvisionne là encore, les champs de bataille de la Marne, bien avant que les «Rangers», futurs G's, ne traversent l'Atlantique.

Cette accumulation de créances des USA à l'extérieur de leur pays semble satisfaire tout le monde. Le règne du dollar bon marché et omniprésent permet de régler plus facilement le pro-



1 - Un monde en crise

Par Jean JAULIN

blème des dettes allemandes (moratoires Hoover et Young), et de financer la relève industrielle européenne. Toutefois, cette puissance du «Yankee» protecteur n'est qu'apparente.

La crise agricole

Tout d'abord, l'agriculture entre en crise dès les lendemains de la guerre. Le mécanisme est simple à comprendre : les hostilités ayant pris fin, les agriculteurs européens bouchent les tranchées et se relèvent. De ce fait, leurs homologues américains se trouvent confrontés à de très forts excédents. Or, les structures économiques de cette période (libéralisme classique) prévoient comme seul mécanisme d'ajustement la baisse des prix. Cela ne résout pas totalement les problèmes d'excédents, loin de là. Dans le mécanisme classique d'équilibre par l'offre et la demande, les prix baissent ; donc soit les consommateurs achètent davantage, soit

les producteurs réduisent leur production. Or, ce n'est pas le cas, puisque la demande des consommateurs se porte alors plutôt vers des produits de consommation tels que les automobiles, pour ceux qui voient leurs revenus augmenter, tandis que le chômage et la stagnation générale des salaires ne permettent pas une plus grande consommation populaire.

D'autre part, réduire la production était difficile. Pour cette raison les agriculteurs se sont fortement endettés. Et il faut bien les rembourser. «*Tant pis si le voisin est aussi endetté que moi, je continue à produire*». Cette difficulté dans le domaine agricole de résorption durable des excédents reste un trait permanent des dix années qui précéderont le krach boursier d'octobre 1929. Elle eut pour conséquence une aggravation du chômage du fait de l'intensification de la concurrence entre agriculteurs qui recherchèrent de meilleurs rendements pour contrebalancer la baisse des prix et faire

face à leurs engagements de crédit. Paradoxe de la roue qui tourne dans le sable mouvant ! Ruine des plus petits paysans, stocks accrus de blé et de maïs, la baisse des prix se poursuit. Il faudra attendre la création des stocks officiels achetés par le pouvoir fédéral décidés en 1933 (AAT) pour connaître un relèvement des prix agricoles.

Le boom industriel

L'après-guerre restera pour beaucoup l'image d'une Amérique prospère, symbole du fordisme, dans laquelle être «parvenu» n'avait rien de péjoratif. C'est l'époque des grands cartels où règnent les futurs Chrysler, Ford, Frigidaire et consorts.

Par bien des aspects, ce n'est là encore que feu de paille. Certes, les USA absorbent 75% de la production mondiale de caoutchouc et de pétrole (ils ne représentent que 6% de la po-

Il s'en suivit une profonde restructuration de l'appareil industriel, fortement rationalisé comme le fit Henry Ford pour diminuer le prix de ses voitures. Ainsi, l'essor industriel put reprendre en 1924-1925 alimenté par le flot des capitaux américains qui, prêtés à l'Europe, revenaient aussitôt s'investir aux USA dans l'espoir de gains rapides. D'où la montée spéculative qui permit à de jeunes industries pilotes de se développer d'une manière fulgurante profitant d'une manne d'investissements qui n'étaient en réalité que du crédit. Ainsi, la production de voitures passa de 3 à 6 millions d'unités de 1927 à 1929 par exemple.

Ces industries pilotes dans les biens de consommation durables réalisèrent alors des profits considérables grâce à de nombreuses innovations, à la baisse des cours des matières premières, et cela d'autant plus que les prix industriels s'élevaient par rapport aux prix agricoles.

Il n'en fallait pas plus pour alimenter la spéculation sur la bourse de New York. Les profits à venir se vendaient de plus en plus chers.

... et son artifice

Toutefois il y avait quelque chose d'artificiel à tout cela. Face à une production croissante, à des prix élevés par la pratique de Cartels, le niveau de vie des masses stagnait sous l'effet du chômage et des bas salaires (ce qui va de pair). Où donc allait bien pouvoir s'écouler cette production de «masse» ?

3 % des Américains seulement gagnaient plus de 10 000 dollars par an. Ce qui était trop peu pour satisfaire les énormes capacités de production édifées par une inflation de crédit. Autre exemple, en partant de la base 100 en 1923, les salaires n'étaient montés qu'à l'indice 112 en 1928 (soit 12 % d'augmentation en 5 ans) alors que les gains spéculatifs ont atteint 410 pour la même période.

Fallait-il alors s'étonner de constater que la demande intérieure se contractait, provoquant ce qu'on appelle une surcapitalisation relative. C'est-à-dire une multiplication des investissements par des industriels peu pressés d'augmenter le revenu consommable des travailleurs. Il y avait surproduction relative ou paupérisation relative.

Ce qui revient au même.

Les boursicoteurs étaient loin de se préoccuper de ce qui les attendait. L'euphorie spéculative, le mythe d'une Amérique «banissant la pauvreté» véhiculé par des hommes politiques comme le président Hoover, permit à certains comme William Durant, fondateur de la Général Motors de gagner plus de 100 millions de dollars en quelques années sur le tapis de Wall-Street. Des fortunes qui allaient partir en fumée en l'espace de quelques heures.

**Demain :
L'éclatement
de la crise
et ses conséquences
en Europe**

9^e conférence de l'Organisation des Etats américains

MARGE DE MANOEUVRE REDUITE POUR LES ETATS-UNIS

L'organisation des Etats Américains réunie à la Paz (Bolivie) depuis le 22 octobre a achevé ses travaux mercredi, 24 heures avant que la radio bolivienne n'annonce que le gouvernement venait d'être renversé par un coup d'état militaire. Si l'absence de libertés démocratiques dans un certain nombre d'états membres (Chili, Uruguay, Paraguay, etc...) a été largement abordée, le rôle de l'impérialisme américain a été également mis en cause. Une donnée était présente en arrière-fond de la réunion de La Paz : il ne suffit pas à Carter de parler le langage des «droits de l'homme» pour maintenir sa «chasse gardée». Plusieurs pays d'Amérique Latine ont fait savoir qu'ils souhaitent «l'élaboration d'un nouvel ordre économique», la «démocratisation» des gouvernements de la région et la «coopération entre pays latino-américains et caraïbéens».

La 9^e Assemblée Générale de l'OEA aurait pu s'enliser sur la question des droits de l'homme, ce qui n'aurait pas été pour déplaire aux Etats-Unis, qui pouvaient ainsi détourner leurs propres responsabilités dans le soutien qu'ils apportent aux dictatures, il n'en a rien été. Carter qui se prétend champion des droits de l'homme n'a pu s'en tirer à si bon compte. Ceux des membres de l'OEA, qui avaient vivement dénoncé le rôle de l'impérialisme US dans le soutien apporté à Somoza jusqu'à sa chute, n'ont pas oublié que bon nombre de régimes fascistes ne pourraient se maintenir au pouvoir sans l'aide américaine.

LES «DISPARITIONS» CONDAMNEES

19 sur les 27 Etats-membres ont voté une résolution affirmant que la «violence des droits de l'homme dans l'hémisphère, constitue toujours l'un des plus sérieux problèmes affectant les consciences des peuples et des gouvernements». Une résolution annexe vise plus par-

ticulièrement les pays qui pratiquent les «disparitions» (Chili, Argentine) et «tentent d'évacuer le problème des personnes disparues, en les déclarant mortes». D'autre part, il ne s'agit plus pour les Etats latino-américains de demander une aide économique accrue au géant américain mais de lui demander des comptes sur le fait qu'ils «confondent investissements privés et aide économique».

Face au pillage organisé par l'impérialisme US et son protectionnisme douanier, les pays du Pacte Andin opposent la solidarité entre pays du Tiers Monde, c'est ce qui ressort de leur prise de position : «Il est indispensable que les Etats membres de l'OEA s'abstiennent d'adopter des mesures restrictives qui portent préjudice aux pays en voie de développement et aggravent leurs difficultés économiques et sociales».

FAIRE DES CARAIBES UNE ZONE DE PAIX ?

Par ailleurs, les Etats latino-américains, préoccupés par l'«agression éco-



Les prises de positions de l'OEA contre toute tentative d'intervention armée des Etats-Unis au Nicaragua avaient reflété la résistance croissante à l'impérialisme US dans les pays latino-américains.

nomique» de l'impérialisme US le sont également par les répercussions dans cette région du monde, de la rivalité des deux super-puissances.

De nombreux Etats américains ont proposé de faire des Caraïbes une «zone de paix». Un projet de résolution a été voté, qui «rejette le concept qui veut que cette région ou une quelconque région avoisinante soit une sphère d'influence pour une puissance quelle qu'elle soit».

La victoire du Front Sandiniste au Nicaragua, l'indépendance récente de la Dominique et de Ste Lucie, ainsi que la récupération par Panama de sa souveraineté sur le canal constituent autant de brèches dans la domination de l'impérialisme américain, tandis que les dictatures qui lui sont liées constituent des points d'appui à l'avenir incertain. Sans pour autant en conclure que l'époque où l'Amérique Latine constituait la «chasse gardée» des Etats-Unis est tout à fait

révolue, l'impérialisme US ne dicte plus comme par le passé, sa loi à cette région du monde. Si la dernière AG de l'OEA l'a montré, les décisions, prises antérieurement à cette assemblée générale l'avaient déjà indiqué clairement. Ce fut très net au sujet du Nicaragua.

Rappelons que fin juin 1979, l'Organisation des Etats Américains avait rejeté la proposition des Etats-Unis d'envoyer une «force de paix» au Nicaragua, qui n'aurait pu que contribuer à accorder un sursis à la dictature. Par 17 voix pour, 5 abstentions (Chili, Guatemala, Honduras, Salvador, et Uruguay), et 2 voix contre (Paraguay et régime de Somoza), l'OEA a adopté une résolution demandant le départ de Somoza. Cette décision de l'OEA constituait un échec cinquantenaire pour la diplomatie américaine dans une région du monde qui avait longtemps été considérée comme un de ses bastions.

F.R.

IRAN : CONFERENCE DE PRESSE DE BANI SADR

Membre du «Conseil de la révolution iranienne» à Paris

«Assurer l'indépendance du pays»

Abdol Hassan Bani Sadr, membre du Conseil de la Révolution islamique d'Iran, de passage à Paris, a donné une conférence de presse mercredi matin. Il a évoqué les difficultés économiques actuelles de l'Iran, dues pour l'essentiel, selon lui, à l'héritage laissé par le Shah : la dette extérieure s'élève à 15 milliards de dollars. «Le Shah avait fait de notre pays un Etat dépendant de l'étranger, nous voulons maintenant lui assurer un développement économique dans la plus totale indépendance». Parmi les mesures prises par le gouvernement iranien pour rétablir la souveraineté nationale sur son économie, le conseiller économique de Khomeiny a cité la baisse

de la production pétrolière ramenée à 4 millions de barils par jour (contre 6 du temps du Shah) : «Cette production correspond aux revenus pétroliers dont nous avons besoin actuellement pour notre développement industriel et agricole». En ce qui concerne le Kurdistan, Bani Sadr s'est déclaré favorable sur l'autonomie, se montrant «confiant dans le peuple kurde» qui, selon lui, dans son ensemble, ne «veut pas se séparer de sa patrie». Une mission gouvernementale devait se rendre jeudi au Kurdistan pour négocier avec les organisations autonomistes. Dans chaque camp, des ordres ont été donnés pour cesser le feu.

La convocation d'une conférence sur l'Irlande du Nord

Désir britannique de sortir de l'impasse ou rideau de fumée ?

Le gouvernement britannique en annonçant le 25 octobre son intention de réunir une conférence des principaux partis de l'ULSTER tente d'associer protestants et catholiques, à une administration plus autonome de la «province». Ce projet, nous déclarait récemment un responsable du Sinn Fein Provisoire, l'aile politique du mouvement républicain : «n'est qu'un rideau de fumée qui accordera encore moins de pouvoir que le pacte de Sunningdale en 1974» (tentative de partage du pouvoir qui échoua en raison de l'intransigeance de «loyalistes»). Selon notre interlocuteur, le but recherché par les unionistes, dont le parti officiel a accepté l'offre du gouvernement britannique, est de voir «la restauration du Stormont, et de revenir à la situation de 1969 où ils contrôlaient mieux les affaires». Le projet esquissé par Atkins, secrétaire d'état de l'Irlande du Nord, vise-t-il également l'opinion irlandaise-américaine, de plus en plus hostile aux agissements britanniques et aussi à donner des gages au gouvernement de Jack Lynch au sud, pour que celui-ci accentue sa répression contre les républicains ? La campagne des médias anglais contre les soit-disant faiblesses de Lynch et les complaisances américaines envers l'Ira provisoire, paraît aller dans ce sens. Quoi qu'il en soit le projet anglais dans la mesure où il ne pose pas clairement le problème du retrait des troupes, la dissolution de la police RUC, la libération des prisonniers politiques, paraît voué à l'échec.

Pendant ce temps, l'Ira provisoire, poursuit ses opérations. A Belfast dans le secteur de l'hôpital Victoria, des attaques ont été lancées contre les troupes anglaises.

PADDY MC LAUGHLIN

Argentine

PEUGEOT PROFITE DE LA DICTATURE

Le collectif des comités de solidarité avec les peuples d'Amérique Latine de la région Lyonnaise (Comité de Défense des Prisonniers politiques en Amérique Latine, Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, Association Franco-Latino-américaine) porte à la connaissance de l'opinion publique et des travailleurs les faits suivants :

Peugeot Argentine a décidé de répondre par le lock out pour une durée indéterminée à la lutte des travailleurs de son usine de Barazateguy (près de Buenos Aires) qui sont en grève depuis le 17 septembre pour obtenir une augmentation de salaires de 23%.

Peugeot Argentine a répondu à la grève de nos camarades argentins soumis à une exploitation brutale et sans possibilité de

défense légale, par le licenciement de 250 grévistes.

Malgré cette répression féroce, la majorité des 5 500 salariés de Sarfar-Peugeot ont décidé de poursuivre la grève. Ils ont reçu l'appui depuis le 28 septembre des ouvriers de Chrysler-Argentine qui ont également décidé de se mettre en grève et qui exigent une augmentation de 20% de leurs salaires.

Le collectif régional des Comités de Solidarité avec les peuples d'Amérique Latine dénonce devant l'opinion publique et les travailleurs français les pratiques révoltantes des trusts français en Argentine, qui n'hésitent pas à s'abriter derrière les baionnettes de la dictature pour imposer leur loi aux travailleurs argentins (...)

Peugeot-Argentine a derrière elle une longue tradition de répression du mouvement ouvrier et de collaboration avec la junte : en septembre 1976 déjà, elle avait licencié six travailleurs pour fait de grève, et elle avait fait intervenir l'armée pour déloger les ouvriers qui occupaient l'usine. Un an plus tard, l'usage de la terreur se poursuivait : le 23 septembre 1977, les travailleurs de Peugeot, en arrivant à leur travail, trouvaient devant l'usine les cadavres de cinq personnes fusillées.

Les travailleurs français, la population de la région, doivent savoir quelles sont les pratiques des trusts français et de Peugeot en particulier en Argentine. Ils doivent se souvenir aussi qu'en avril 1973, alors que Peugeot - St-Etienne était

en grève, les travailleurs de l'usine de Barazateguy en Argentine, les mêmes qui aujourd'hui luttent pour leurs droits dans des conditions difficiles, avaient refusé de fournir les pièces manquantes à Peugeot-France pour ne pas briser la grève de leurs camarades stéphanois.

Aujourd'hui, ces mêmes travailleurs ont besoin de notre solidarité.

NDLR : Nous apprenons que la direction de Peugeot-Argentine a réintégré les 250 licenciés et a accordé une augmentation de salaire de 22,7%.

Communiqué : Comité de Soutien, 1, Rue du Capitaine, LYON (3)
Comité de Prisonniers 101 avenue de Gaulle (Caluire) 69300

UN QUART DE SIECLE DE CHINE NOUVELLE

Les souvenirs d'une Française à Pékin.

L'arrivée dans un ciel d'un bleu sans tache après avoir vu basculer la Grande Muraille sous nos ailes dans un petit aéroport de banlieue. Une route poussiéreuse sur les bas-côtés de laquelle se pressent des cyclo-pous, des champs, des fleurs, un pont blanc en dos d'âne, j'ai su plus tard que c'était celui de Beihai, et nous sommes, me dit-on, dans Beijing.

Je goûte le soleil après l'aigre automne de Moscou.

Nous allons vers le cœur de la ville, mais où est la ville ? Malgré moi, je cherche des yeux ces hautes maisons qui, je le sais, n'existent pas. Derrière des murs gris, des maisons grises sans étage, enserrant souvent un bouquet d'arbres. Sur les toits, d'une belle ligne bien sûr, les tuiles rondes se gonflent en gros serpents. C'est donc cela la capitale ! Je fais contre mauvaise fortune bon cœur : je me console en regardant la foule de plus en plus dense, car nous atteignons l'artère centrale, le célèbre Wangfujing. Les gens sont habillés très simplement, pantalon, chemise flottante ou chemisette, mais ils sont propres et se déplacent avec aisance sans ce heurter ; ce sont à coup sûr des citadins...

Le soleil aidant, je m'amuse de tout, de la nourriture, fort bonne, qu'un camarade de notre université venait nous apporter dans une gamelle à plusieurs étages, des étalages de fruits où brillent l'automne du sud et du nord, des échoppes où l'on vendait des raviolis ou des nouilles, des grands marchés couverts où, dans la pénombre, rutilaient étoffes et bibelots. La Chine populaire était debout et une certaine allégresse flottait dans l'air du fait de l'issue victorieuse de la guerre de Corée. Cependant, aucune des grandes transformations socialistes de l'économie n'avait encore eu lieu, et la vie de tous les jours nous révélait des aspects de l'ancienne Chine...

Mon mari aimait l'opéra chinois et il nous traîna dans tous les petits théâtres de quartier. Les pièces duraient jusqu'à minuit, une heure du matin. C'était l'opéra classique, les principaux épisodes du pèlerinage vers l'Ouest en une seule soirée, l'opéra populaire Pingju, Zhang Yu fait bouillir la mer, donné par le théâtre de la Démocratie. Pour tenir, les spectateurs n'arrêtaient pas de manger des cacahuètes ou des graines de pastèques et de soleil, et faisaient passer le tout avec forces tasses de thé. Le rideau tombé, gavé d'opéra, assourdi de musique à percussion, on gagnait la sortie en foulant une couche de coques sèches plus ou moins agglutinées par les crachats.

Oh, le pittoresque ne manquait pas ! Un soir, dans une ruelle, je crus mettre la main sur une haute forme de pierre, le contact en était glacé, un peu gras et je sentis soudain comme un léger frémissement, un signe de vie. Je me penchai un peu inquiète, c'était un chameau agenouillé contre un mur qui dormait là tranquillement...

Bons cyclistes, rodés pendant

Denise Lebreton est arrivée en Chine en octobre 1953, en compagnie de son mari, dans le but d'aider à la construction du socialisme dans le pays de son époux. 26 ans après, à l'occasion du trentième anniversaire de la Chine nouvelle, elle a écrit quelques-uns de ses souvenirs. Son témoignage n'a nullement la prétention de faire le bilan de 30 ans de socialisme, néanmoins, son expérience prolongée de la Chine, unique pour un ressortissant français, donne à son témoignage le ton de l'authenticité, au travers d'une multitude de souvenirs, dont une partie seulement sera évoquée dans ces colonnes.



Vélos dans une rue de Pékin

(I) PEKIN 1953

l'occupation allemande en France, nous avons parcouru Paris et sa banlieue dans tous les sens, mais pas moyen de trouver des bicyclettes. Les Editions (NDLR : unité où travaillait l'auteur) possédaient en tout six vieilles autos américaines et un minicar tout cabossé qui, le plus souvent en panne, vous abandonnait à la curiosité de la foule. Beida (l'Université) ne possédait rien. Aller là-bas, c'était toute une expédition.

Côtoyant ânes et mulets qui assuraient la quasi-totalité du trafic marchandises dans Beijing, mon cyclo-pousse habituel me conduisait aux aurores jusqu'à un certain point, toujours resté mystérieux pour moi, mais au beau nom sonore : Shi Fuma Qiao (le pont du gendre de l'empereur) ; là, je sautais dans un petit autobus qui me déposait à l'une des portes ouest de la muraille Xizhimen. En attendant un autre autobus de banlieue qui devait me conduire jusqu'à Beida, j'avais le temps d'admirer des scènes qui semblaient copiées des anciens tableaux chi-

nois : charrettes dételées, brancards en l'air, petits chevaux, ânes et mulets mangeant tranquillement, le nez dans une auge de bois, des charretiers endormis, d'autres debout fouets en l'air, grands gaillards vêtus du costume de toile bleu courant, ou de la veste noire paysanne à attaches passementées, et d'autres encre, basanés, avec des coiffures de renard ou de loup et portant parfois une longue robe mongole, nouée d'une large ceinture de couleur vive. Comme ils avaient fière allure dans le petit matin, et je me sentais transportée plusieurs siècles en arrière.

Enfin la porte rouge de Beida et ses deux lions frisés, et le bourdonnement des étudiants répétant leurs leçons dans le parc ! Du coup, je restais là toute la journée et donnais six heures de cours, coupées par le déjeuner. Les Editions, elles, étaient en ville, non loin du carrefour de Xidan, installées dans l'ancien parlement de Yuan Shikai que nous partagions alors avec l'agence Xinhua (Chine nouvelle).

Le soir, nous rentrions en cyclo-pousse, empruntant une rue étroite et noire le long de la muraille. Je ne comprenais rien au chemin : nous nous enfions dans les ténèbres, l'aventure, la légende, et il n'arrivait rien. Nous nous retrouvions toujours miraculeusement devant notre porte, et nous échangeons quelques plaisanteries avec le conducteur du pousse. Il était gai, il était libéré, de plein pied avec nous. Je jouissais profondément de l'aisance de nos relations.

Cette politesse naturelle, teintée de désinvolture, nous la retrouvons chez les usagers du vieux tramway vert, souvenir légué par une compagnie française, qui serpentait alors au milieu de l'avenue Cheng An, traversant la place Tiananmen encore restreinte dans ses rouges murs impériaux. Il passait tous les quarts d'heure, bondé, naturellement. La receveuse nous annonçait l'heure, les prévisions du temps et donnait aux voyageurs des conseils pour langer les bébés qui, de temps à autre,

arroaient le plancher. Aux arrêts, la première à descendre, elle tirait les voyageurs de toutes ses forces pour les extraire de son véhicule, toujours avec un sourire ou une plaisanterie. Et moi, je me sentais liée de plus en plus intimement avec ce peuple digne, maintenu dans la joie par la confiance et l'espoir, malgré la pauvreté.

Vers le milieu de 1954, nous réussîmes à acheter des bicyclettes. Nous pédalions depuis notre nouvelle demeure, de Nanheyuan, dans une petite rue non loin de l'hôtel de Beijing, jusqu'aux Editions. Je courbais le dos sur mon vélo, toujours inquiète, ayant l'impression que les admonestations par haut-parleurs des agents de la circulation m'étaient adressées et que j'étais sûrement dans mon tort.

En octobre 1954, ce fut notre première fête nationale ; deux images me sont restées. Sur le ciel bleu de midi, le geste du président Mao venant saluer à l'angle de la tribune Tiananmen, un geste ample, plein de respect pour la foule et qui en même temps semblait la lier à lui. Le soir, la vision extraordinaire qu'offrait l'avenue Chang An, de l'hôtel de Beijing jusqu'au carrefour de Xidan : toute circulation arrêtée, sous les lumières encore un peu rares, l'avenue et la place, devenues fleuve de foules, trépassaient, dansaient. A cette époque, tout n'était pas minutieusement préparé, le soir il y avait peu de programmes, on dansait des sortes de farandoles, des Yangge venus de Yan'an, un million de participants apprenaient la joie.

A cette époque, moi si neuve en Chine, je ne me sentais pas étrangère, j'étais embarquée avec mes étudiants, avec mes collègues dans une œuvre immense où j'étais heureuse de me perdre, la construction d'une Chine socialiste qui serait un exemple pour les peuples du monde entier. Nos bureaux étaient petits et sombres, si froids l'hiver que nous essayions de faire des braseros dans des cuvettes, mais mes collègues ne doutaient pas de notre amitié, ou vous savaient gré d'être venus aider.

Nous mangions ensemble dans le réfectoire, avec notre propre orchestre, en habit de travail, à la bonne franquette, comme à Yan'an paraît-il ! Vingt-cinq ans après, nous n'avons pas retrouvé ce ton-là ! Dans les rues, les gosses nous suivaient, parfois, on venait nous regarder avec un sourire confiant ; une fois, un bout de chou de six ou sept ans s'aventura jusqu'à tirer délicatement sur mes bras pour voir si c'était de l'étoffe ou de la peau, puis se sauva avec un air contrit. Le soir, le portier de notre maison venait bavarder avec nous dans la petite cour-jardin ; il était parfaitement à l'aise, nous aussi...

Dans notre prochaine édition :
LES PREMIERS PAS DU SOCIALISME

Deuxième convention de Lomé LE DIFFICILE DIALOGUE EUROPE - TIERS MONDE

Mercredi, la CEE a signé avec les 58 pays A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique), le renouvellement de la Convention de Lomé. La première Convention de Lomé (1975-1980) réglait, à l'issue d'une négociation globale, les rapports économiques entre les pays industrialisés européens et leurs anciennes colonies. Cette convention avait mis sur pied plusieurs institutions : le Fonds Européen de Développement, le STABEX, mécanisme de régulation des prix de certains produits agricoles, exportés par les pays A.C.P. Enfin, la première convention de Lomé donnait aux produits finis exportés par les pays A.C.P. l'accès libre sur les marchés de la CEE.

La convention de Lomé a été considérée, lors de sa signature en 1975, comme un pas en avant pour le Tiers Monde : à l'époque où les pays en voie de développement commençaient à

poser leurs revendications allant dans le sens d'un nouvel ordre économique mondial, les Etats européens avaient accepté de définir leurs rapports avec le Tiers Monde dans le cadre d'une négociation globale, en faisant un certain nombre de concessions. Toutefois, au bout de cinq ans, le bilan des avantages pour les pays A.C.P. reste bien discutable : le plus souvent, les projets financés par le FED servent davantage à organiser le pillage minier et à fournir des marchés aux entreprises européennes qu'à assurer vraiment le développement des pays concernés. Quant au STABEX, il est resté limité à un petit nombre de produits agricoles.

La très difficile négociation de la deuxième Convention de Lomé a montré que les espoirs placés dans le dialogue avec la CEE devaient être remis en question. Au cours des

discussions, qui se sont poursuivies depuis le début de l'année, les pays A.C.P. ont obtenu la garantie du Fonds de stabilisation pour un certain nombre de produits miniers. Il s'agit du cuivre, du cobalt, du phosphate, du manganèse, de l'étain et de l'aluminium. Ce choix correspond davantage aux besoins des pays européens qui veulent une garantie en ce qui concerne ces produits, qu'à la volonté des pays A.C.P. De plus, la CEE a exigé en échange une garantie de tous les investissements européens.

De plus, le financement de la 2^e Convention de Lomé a aussi fait l'objet de vives discussions. En effet, la CEE n'a proposé pour 1980-1985 qu'un budget à peine supérieur (compte tenu de l'inflation) à celui des cinq années précédentes alors que le nombre des pays concernés a augmenté et que le nombre des projets de développe-

ment se multiplie sans cesse. En mai-juin dernier, le débat sur le problème du financement avait provoqué une suspension. Chaque gouvernement européen s'appuyait sur ses difficultés économiques pour demander aux autres d'augmenter sa contribution pour permettre un budget convenable, une polémique avait opposé en particulier l'Allemagne à la France sur ce problème.

La signature de la deuxième Convention de Lomé se fait donc dans une ambiance tendue. On est loin de l'optimisme qui prévalait en 1975. Si Giscard et ses collègues européens ont toujours à la bouche de grands mots sur la coopération et le dialogue avec le Tiers Monde, il faut bien constater que le contenu de l'aide ne satisfait guère les pays A.C.P., et que l'intendance ne suit pas.

J.P. C.

Des patriotes sud-coréens parlent de leur situation

Le 30 octobre, plusieurs associations de démocrates patriotes coréens (du Sud) à l'étranger tenaient à Paris une conférence de presse sur les récents événements en Corée du Sud. Entre autres, étaient représentées : l'Association des compatriotes libres en France, la Société d'étude sur le problème de la réunification de la Corée, l'Union des coréens à l'étranger pour la démocratisation et la réunification. Alain Bouc, ancien journaliste et membre du Comité de solidarité internationale, ainsi que le plus célèbre

peintre en Corée du Sud (kidnappé en 1967 par la CIA sud-coréenne-KCIA) étaient également présents.

Les conférenciers ont parlé de la situation très difficile des Coréens (du Sud) en France et notamment rappelé que, en 1967, au moins huit d'entre-eux ont été kidnappés et que cela est arrivé encore récemment à au moins deux personnes à Paris. Les 8 à 900 Coréens du Sud en France, ne se sentent pas en sécurité. Les autorités françaises ne se

préoccupent pas de leur protection.

LES PRINCIPES DIRECTEURS

En août 1977, tous réunis à Tokyo, les représentants de la lutte à l'étranger, organisés dans diverses associations, avaient établi des principes directeurs. Ils sont composés de neuf points, qui contiennent en substance : l'union la plus large des Coréens à l'étranger contre la dictature, pour un gouvernement de coalition ; la suppression des instru-

ments de la dictature et l'établissement des droits fondamentaux du peuple ; condamnation de toute force d'ingérence extérieure ; une économie équilibrée et saine ; réévaluer la culture coréenne, contribuer au dialogue entre le Nord et le Sud de la Corée, condamner l'antagonisme entre le Nord et le Sud, pour la réunification de la patrie suivant l'accord de 1972 ; avoir des relations de solidarité avec toutes les forces démocratiques dans le monde.

C.L.

«Pour un véritable régime démocratique, vers la réunification»

Déclaration de patriotes coréens

Vendredi dernier se tenait à Francfort une réunion de l'«Union des Coréens à l'étranger pour la démocratisation et la réunification». Elle a été créée le 13/8/77 à Tokyo, pour coordonner les nombreuses petites associations existantes dans différents pays. A ce moment-là, ils ont été attaqués violemment par des nervis achetés par la KCIA. Section Europe la réunion a adopté la déclaration ci-dessous :

«Park Chung-Hee, l'homme qui a pendant dix-huit ans imposé au peuple sud-coréen un régime dictatorial et anti-national, vient d'être abattu par son propre instrument de répression, la sinistre KCIA.

Cependant, le facteur déterminant de la chute de Park Chung-Hee est le soulèvement des milliers d'étudiants et de travailleurs contre la dictature à Pusan, à Masan et ailleurs. C'est une victoire remportée par le peuple coréen, qui n'a cessé de lutter pour les droits de l'homme depuis le soulèvement des étudiants du 19 mai 1960.

Le peuple coréen n'oublie pas que les auteurs de l'assassinat de Park Chung-Hee ont été eux-mêmes de fidèles serviteurs du régime dictatorial et déclare qu'à ce titre, ils méritent de partager le sort de leur ancien maître. Le peuple coréen ne tolérera aucune tentative de pro-

longer le régime de Park Chung-Hee sans Park Chung-Hee.

En conséquence, nous exigeons la levée immédiate de la loi martiale, la suppression du régime dictatorial dit de Yushin et l'organisation des élections libres pour établir, sur la base d'une nouvelle constitution, un véritable régime démocratique résolument orienté vers la réunification de la patrie. Les Etats-Unis, le Japon et les autres puissances qui ont soutenu jusqu'à présent le régime de Park Chung-Hee doivent cesser toute participation à la tentative de maintenir le régime de Park Chung-Hee sans Park Chung-Hee et respecter le droit à l'autodétermination du peuple coréen.

Le PCA et son alignement sur le PCF, critiqués par le FLN

« Le P.C.A., malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la Résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

« La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le « terrorisme » et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants des Aurès, venus à Alger chercher des directives, de ne pas prendre les armes.

« La sujétion au P.C.F. a pris le caractère d'un béni-oui-ouiisme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

« Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes et de matériel de guerre, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks.

« Le P.C.A. a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée.

« Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France.

« Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O., favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste.

« Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la « bourgeoisie arabe », comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées, voire même de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme.

« ...On a assisté cependant à certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de s'infiltrer dans les rangs du F.L.N. et de l'A.L.N. Il est possible qu'il s'agisse là de surrats individuels pour retourner à une saine conception de la libération nationale.

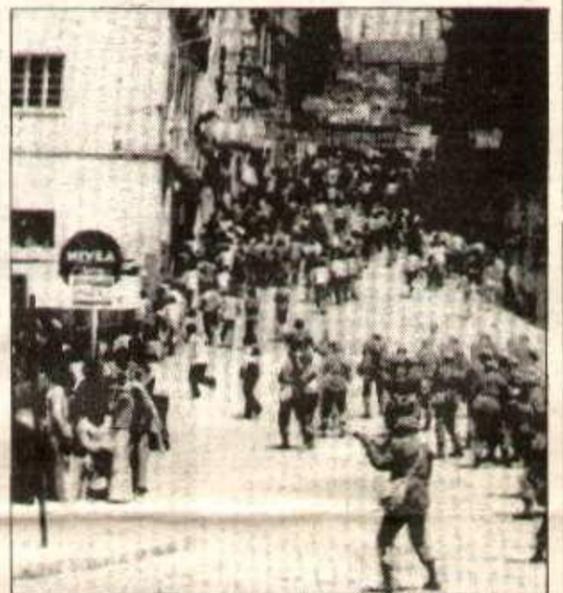
« Il est certain que le P.C.A. essaiera dans l'avenir d'exploiter ces « placements » dans le but de cacher son isolement total et son absence dans le combat historique de la Révolution algérienne. »

Voir en pages 8 et 9 notre dossier sur le 1^{er} novembre 1964.

● L'Italie et les Pays-Bas favorables, en principe, à l'installation de nouveaux missiles en dehors de leur territoire

Le gouvernement italien et le groupe parlementaire chrétien-démocrate, au pouvoir aux Pays-Bas, ont partiellement donné leur accord sur le principe de l'installation de nouvelles bases de missiles à moyenne portée, dans le cadre de l'OTAN, en Europe occidentale. Toutefois les chrétiens-démocrates hollandais demandent à ce que cette décision soit reportée à 2 ans, période pendant laquelle il faudra selon eux « tester les progrès fait dans la négociation sur le contrôle des armements entre les USA et l'URSS ». Pour le ministre italien de la Défense, il ne fait aucun doute que le « déploiement des missiles soviétiques SS 20 dirigés contre les membres européens de l'OTAN ont renversé l'équilibre des forces en Europe ».

Coup d'Etat en Bolivie



L'armée tire sur les manifestants

Ce jeudi matin, des blindés prenaient position dans les rues de la capitale, La Paz. Ce putsch était dirigé par le colonel Alberto Natush Bush qui a été ministre sous la féroce dictature du général Banzer. Celui-ci avait dû quitter le pouvoir l'été dernier à la suite d'élections qui avaient engagé le pays vers une certaine ouverture démocratique.

Dans la soirée de jeudi, des affrontements se sont développés entre des manifestants et les militaires putschistes dans le centre de La Paz.

A LIVRES OUVERTS



Alger : le vieux quartier de la Casbah

LES ALGERIENS A «LIBERER» LA FRANCE

Interview de Jacques Jurquet

Propos recueillis par Jean LERMET

► **Septembre 1939 à juillet 1945 : la période de la deuxième guerre mondiale, que couvre le troisième tome de ton livre, n'a-t-elle pas présenté pour l'Algérie un nœud de contradictions particulièrement significatives pour comprendre l'attitude du PCF à l'égard du peuple algérien ?**

- Effectivement. Du fait de sa position géographique et de sa situation spécifique au sein de l'empire colonial français, l'Algérie s'est trouvée concernée directement par la deuxième guerre mondiale. Dans l'étude que je consacre dans mon troisième tome à cette période, je distingue deux grandes périodes. D'abord, l'Algérie sous la domination du régime de Vichy, puis l'Algérie sous la domination de la «France Libre» gaulliste.

Mais il se trouve qu'au cours de la première période, le Parti communiste algérien a suivi deux lignes successives et opposées. Du moment de son interdiction jusqu'en juin 1941 (date de l'agression hitlérienne contre l'URSS), il a renoncé à la ligne thorézienne fixée par son deuxième congrès en 1937 et lui a substitué une ligne de lutte pour l'indépendance nationale du peuple algérien, contre le colonialisme français. Cette ligne a été défendue avec acharnement par un communiste algérien, qui fut ensuite écarté sur ordre des dirigeants communistes français : Ahmed Smâïli, ancien combattant des Brigades Internationales en Espagne et membre du Comité Central du P.C.A., condamné à mort par contumace au procès des 61 à Alger, en mars 1942.

Après l'élimination de ce dirigeant, les communistes français ont pu imposer leur ligne au P.C.A., lui faire abandonner sa lutte anti-colonialiste et le conduire à orienter toute son action en fonction de la libération de la France. Après le débarquement anglo-américain, cette ligne a connu son apogée avec l'assujettissement délibéré des communistes algériens au gouvernement du général de Gaulle. Les communistes ont tout fait pour

enrôler le peuple algérien dans l'armée française.

Je démontre dans ce tome que les communistes français ont commis une erreur théorique importante : ils ont imposé à leurs homologues algériens une analyse de la société algérienne identique à leur analyse, juste, de la société française. Or, pour le peuple algérien, la contradiction fondamentale n'était pas entre prolétariat et bourgeoisie algérienne, mais entre peuple colonisé et colonialisme oppresseur. Quel que soit le régime français imposé à l'Algérie, ce fut alors un régime colonial : avec Vichy, avec Darnand, avec le général Giraud, enfin avec le général de Gaulle.

► **Pourrais-tu détailler la question des rapports entre le PCF et le PCA à cette époque ?**

- C'est un cadre nommé Deloison, évadé d'une prison française, qui a été chargé d'éliminer Ahmed Smâïli et les conceptions nationalistes qu'il défendait. Après leur libération des camps d'internement et des prisons, les communistes français, et notamment leurs principaux dirigeants, ont aidé à la reconstruction du PCA en plaçant à la tête des dirigeants d'accord avec leur ligne et en lançant le journal *Liberté*.

Le général de Gaulle, manœuvrier très habile, a fait entrer dans son gouvernement et dans tous les organismes de l'Etat de la «France Libre», des représentants du PCF. De ce fait, les Algériens nationalistes, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, se sont trouvés à l'écart de toutes les activités politiques et étatiques, à peu près exclusivement orientées dans le sens des intérêts de la France, sans que soient sérieusement pris en compte les intérêts du peuple algérien.

► **A quelles conditions cette situation allait-elle donner naissance ?**

- Alors qu'ils sortaient des mêmes camps de concentration, les militants nationalistes et communistes algériens en sont venus

rapidement à des positions antagoniques. Les Algériens nationalistes du Parti du Peuple Algérien ont réussi à entraîner les plus larges masses de leur peuple pour revendiquer l'indépendance nationale.

C'est dans ces conditions, après un aiguïsement progressif de la lutte, qu'ont eu lieu ce que d'aucuns nomment les événements du Constantinois en Mai 1945, et ce que nous pouvons en réalité appeler le génocide colonialiste du peuple algérien. Alors que le monde entier célébrait avec enthousiasme l'écrasement de la bête immonde du nazisme, l'armée française, obéissant aux ordres du général de Gaulle, a déchaîné une répression de caractère fasciste, massacrant 45 000 femmes, en-

fants, vieillards et citoyens algériens, dans les villes et les villages du Constantinois.

Le gouverneur général représentant le gouvernement a accusé les nationalistes algériens d'être au service des hitlériens, ce qui était totalement faux. Les dirigeants communistes ont recouru à la même condamnation pour exiger pendant plusieurs semaines que soient mis hors-la-loi «les pseudo-nationalistes, provocateurs au service des hitlériens».

► **Cette attitude n'avait-elle pas des racines dans les positions antérieures du PCF sur la question algérienne ?**

- L'attitude des communistes

découlait directement du comportement qu'ils avaient adopté en Algérie sur la question nationale dès avant la guerre. Maurice Thorez avait élaboré une double théorie, sur «la nation algérienne en formation dans le creuset de vingt races» d'une part, et sur «le droit au divorce dont il ne faut pas user dans certaines circonstances», d'autre part. J'ai déjà critiqué ces deux théories dans le tome deux de mon livre.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE (tome III)
Jacques Jurquet,
Editions du Centenaire

CEUX QUI AVAIENT RAISON

Raconter l'histoire d'un réseau clandestin est toujours chose difficile : les noms des acteurs, si précieusement dissimulés lors du combat, deviennent brusquement trop nombreux à mériter la publicité la plus large ; les détails pratiques, vitaux pour le militant d'alors, deviennent parfois un obstacle à la compréhension du lecteur. Les contradictions politiques, qui n'ont pu donner lieu à large débat, risquent de dresser des années plus tard, certains des militants concernés contre les auteurs. L'enquête qu'Hervé Hamon et Patrick Rotman ont consacrée aux réseaux français de soutien au FLN algérien n'échappe probablement pas à tous ces défauts.

Mais l'essentiel n'est pas là. Ce qui compte, c'est que tout homme de ce pays qui a eu 20 ans entre 1954 et 1962 s'est trouvé confronté à l'obligation étatique de participer à une guerre injuste, atroce et dégradante. C'est que personne n'a pu ignorer la chasse au faciès à laquelle la police se livrait au coin des rues, avec pour débouché la prison, la torture et les exécutions. «La question», «la gangrène», les camps de «regroupement», les massacres systématiques perpétrés en Algérie et jusqu'en plein Paris, la terrible nuit du 17 octobre 1961 ; et ce témoignage de Georges Arnaud, journaliste, jeté à la face de ses juges : «J'ai vu arriver à Fresnes dans la même prison que moi, sortant des mains des harkis ou de la DST, des hommes au corps marbré par les coups, mâchuré, bleu par plaques, les os cassés. J'ai vu, entre les doigts d'un gosse

dont le corps était roué et dont les lèvres tremblaient chaque fois qu'il parlait, les plaies toutes fraîches, les plaies hideuses des électrodes. Plaie inerte, la peau partie, les chairs à vif. Quatre plaies».

Oui, nous savions ; oui, il n'était pas possible d'ignorer. Et la réflexion politique menée à partir de ces révélations amenait à la conclusion aveuglante que le peuple algérien, lui, menait une juste guerre de libération. Et qu'il était du devoir du peuple français de la soutenir, y compris par la pratique.

Ils n'ont pourtant été alors qu'une poignée à se faire «porteurs de valises», militants du soutien au FLN. Quelques centaines à franchir le pas de la désertion plutôt que de partir faire la sale guerre. Le Parti socialiste était au pouvoir. Le PCF les condamnait. Le PSU, quand il naîtra en 1960, n'aura de cesse de se démarquer de leur action. Les tribunes que passaient pour être à l'époque l'Express ou France-Observateur leur refusaient systématiquement leurs colonnes. Pestiférés, ils avaient raison.

Sur tous ces faits, le livre de Rotman et Hamon vient rafraîchir les mémoires. C'est une bonne chose.

J.L.

LES PORTEURS DE VALISES
La résistance française à la guerre d'Algérie
Hervé Hamon et Patrick Rotman
Albin Michel, 432 p.

Le travail le dimanche dans les grands magasins ? Ce n'est pas pour tout de suite, puisque le ministre du Travail lui-même a dû se prononcer contre les propositions de loi déposées par 43 députés UDF. Il faut dire que le ballon d'essai lancé en pleines vacances n'a pas pu voler bien haut. Malgré la période de vacances, les employés du commerce se sont mobilisés comme jamais ils ne l'avaient fait. Par dizaines de milliers, ils sont descendus dans la rue, ont multiplié les actions sur les lieux de travail, avec une tenacité remarquable, autour de leur mot d'ordre «jamais le dimanche». Avec André Desrichard, responsable de l'Union Syndicale CGT du Commerce parisien, nous avons fait le point, après cette première victoire.

Grosso modo, le ministre du travail, pour justifier sa position, a indiqué qu'il se rangeait à l'avis des organisations syndicales et des consommateurs, et que le dossier était donc clos. Il tiendrait même le principe du repos dominical comme un acquis social. Drôle de discours, quand on sait que c'est précisément au nom des consommateurs et de leurs besoins que toute la campagne sur l'ouverture du dimanche a été menée. Drôle de discours aussi, quand on sait que pendant des semaines, les syndicats ont dû écouter des discours du genre «Ce n'est pas le ministre qui doit donner son point de vue, c'est le problème des députés qui ont fait la proposition de loi, qui n'est d'ailleurs qu'un projet... Jeu de mots, balle renvoyée à d'autres, et puis cette prise de position...

La CGT estime que c'est une première victoire, importante. Boulin n'a en effet pas pris position tout seul.

LES PATRONS NE COMPRENNENT PAS

Comment expliquer ce recul ? Incontestablement, par la puissance de l'action, d'une mobilisation jamais vue dans le commerce. Même en 1968, à la Samaritaine, par exemple, mai 1968 n'a donné que des actions minoritaires, alors que cette fois,

les employés étaient dans l'action à 70-80%. Plus près de nous, fin 1976, un projet de 2000 licenciements a été annoncé. 400 salariés ont été mis dehors, la mobilisation a été faible. Les patrons avouent qu'ils ne comprennent pas cette flambée de colère.

UN DES ACQUIS LES PLUS PRÉCIEUX

D'où vient cette combativité ? Le dimanche, pour les employés des grands magasins, dont la majorité est composée de femmes, c'est un des acquis les plus précieux. Depuis longtemps, ils se

« Jamais le dimanche »

LE DOSSIER EST-IL CLOS ?

Entretien avec André Desrichard, responsable de l'union syndicale CGT du commerce parisien.

Propos recueillis par Monique CHERAN

battent pour le conserver, chaque fois qu'ici ou là, il est remis en cause. De même que le travail les jours fériés. C'est vraiment un point sensible, quand on compare avec les autres revendications qui ont du mal à accrocher. Comme dit André Desrichard, au niveau de l'interprofessionnel, on n'est pas en pointe...

CHÈRE CONCURRENCE

Tout de suite, voyant les réactions, les patrons ont biaisé, en disant tout au plus que si une loi était votée, les magasins d'un côté ouvriraient, et que, voyez-

vous, la concurrence aidant, ils seraient sans doute contraints d'ouvrir. D'ailleurs, s'ils ne le faisaient pas, l'emploi pourrait en pâtir. Bref, tout le monde serait concerné. Refrain connu, mais qui n'a pas marché.

PARIS BLOQUE PAR LES EMPLOYÉS DE COMMERCE

En pleines vacances, un travail énorme a été fait, essentiellement à l'initiative de la CGT. Assemblées de militants, assemblées qui ont vu une affluence record. Avec comme préoccupation essentielle «comment coor-

nal du commerce, qui déclare soudain être opposé au travail le dimanche. Des millions pour cette page, à la veille d'une mobilisation syndicale. La page en question sera généreusement affichée dans les rayons.

OBTENIR UN ABANDON CLAIR DU PROJET

Dès ce moment, on assistait à un recul du patronat, qui n'osait plus revendiquer une quelconque solidarité avec les députés à l'origine de la proposition. Il fallait, dès lors, obtenir un abandon clair du projet par le gouvernement. C'est dans cette optique que la journée du 18 est décidée, avec comme cible les députés UDF. Mobilisation rendue difficile par les attermolements de FO et de la CFDT. Malgré ces désaccords, des appels communs sont lancés au niveau de certains magasins.

UN PROJET QUI A LA PEAU DURE

Alors, peut-on aujourd'hui considérer le projet comme enterré ? Certainement pas. C'est un premier recul, mais les patrons ne vont pas en rester là. Des signes ne trompent pas. Au niveau des négociations sur la durée du travail, au niveau des études d'experts sur les besoins des consommateurs ou la rentabilité des installations, au niveau des déclarations de Ceyrac, l'objectif est clair ; il faut, pour les patrons, que «ça tourne» en permanence. Et pas seulement dans le commerce. Mais là, on avait l'argument des consommateurs. C'est d'ailleurs la Commission culturelle de l'Assemblée nationale qui est chargée du dossier. N'est-ce pas un «fait de société» ? Et le 21 septembre, un article des *Echos* accusait les organisations syndicales d'être retardataires.

Sur le terrain législatif lui-même, d'autres projets se profilent. Un projet apparemment anodin, qui consisterait à autoriser les magasins n'employant pas de salarié à ouvrir le dimanche. Grand bien leur fasse, serait-on tenté de dire. Le problème, c'est que dans la brèche, et sous prétexte de concurrence, les magasins plus importants tenteraient d'obtenir les mêmes autorisations.

PLUS ROYALISTES QUE LE ROI...

Dans les magasins, il s'agit d'être vigilant. Ne voit-on pas Uniprix, sous prétexte de «difficultés financières», proposer une réduction du temps de travail, 36 heures payées 40 ! Alléchant, non ? Le problème, c'est que ces 36 heures hebdomadaires seront faites en 6 jours, et en toute légalité, paraît-il, puisque deux jours de repos consécutifs ne sont obligatoires que dans le cas d'une semaine de 40 h... La direction se paie le luxe de taxer les syndicats d'incohérence, puisqu'ils refusent ainsi une diminution du temps de travail qu'ils réclament par ailleurs. Pour la CGT Paris, il est donc important de ne pas s'endormir, mais au contraire, sur la base de la dynamique créée, démontrer devant tous les salariés que l'action paie, et tout faire pour l'aboutissement des autres revendications.



Pour la première fois face aux flics, pour défendre un de leurs acquis les plus précieux.

Galerias Lafayette (Paris)

NON AU LICENCIEMENT DE MICHELINE, DÉLÉGUÉE CGT

Vous avez sans doute tous remarqué, dans les grands magasins, des stands de différentes marques, que ce soit en parfumerie, en électroménager, dans la vente d'articles comme des foulards... Ces stands sont tenus par un personnel un peu particulier, les «démonstrateurs». Aux Galeries Lafayette de Paris, on en compte pas moins de 900, sur les 5 000 employés : 67 % du personnel de la vente ! Ce personnel, qui à l'origine était globalement plus spécialisé, mieux payé a vu ses conditions se dégrader. Certains sont payés au SMIC, moins que la convention ! Situation particulière, puisqu'un démonstrateur est employé par une maison extérieure au grand magasin. Aujourd'hui encore, il est «coincé» entre deux patrons, celui qui le paie, le fournisseur et celui chez qui il travaille. Dans un même magasin, les employés dépendent de toute une série de patrons. De plus, un même démonstrateur peut avoir plusieurs patrons ! Inévitablement, c'est là un puissant moyen de division, de pression sur ces travailleurs qui représentent une proportion importante du personnel. Depuis des années, ils se battent pour avoir de meilleures garanties, au niveau des conventions collectives par exemple. En 1969, ils obtenaient un collègue de représentants syndicaux élus sur la base du magasin où ils travaillent, car tout autre type de représentation syndicale n'a pas de sens, vu l'éparpillement. Mais cet acquis n'est pas du goût des patrons. La répression qui frappe aujourd'hui Micheline Meuhl, déléguée CGT du personnel démonstration des Galeries Lafayette, illustre bien cette volonté patronale d'ôter à cette catégorie de personnel les moyens de lutte qu'il a arrachés.

Nous avons rencontré Micheline, qui nous a raconté toutes les tentatives de la direction pour se débarrasser d'elle, et au-delà, revenir sur la protection du personnel élu.

Cela a commencé un peu avant les vacances. A cette époque, le personnel de la démonstration exigeait une fois de plus que la direction des Galeries respecte l'article 43 de la convention collective, qui fait obligation aux grands magasins de passer des contrats uniquement avec des maisons assurant à leurs salariés les mêmes avantages que ceux du magasin. Les délégués parlent d'aller devant l'inspection du travail, si la direction ne cède pas.

Pour venir à bout de l'affaire, la direction estime que le plus simple, c'est finalement de

mettre en demeure la maison Stratos, qui emploie Micheline, d'appliquer la convention collective. En cas de refus, on menace de fermer le stand. La maison Stratos ne veut rien entendre, et commence par retenir à Micheline 15 heures de salaire sur le mois de mai, pour dépassement d'heures de délégation. Riposte immédiate, car il n'est pas question d'accepter ça aux Galeries, d'autant plus que la tenue du stand ne s'en ressent pas. Le fournisseur finit par régulariser, et annonce qu'il respectera la convention collective.

La direction des Galeries doit donc trouver autre chose, pour se débarrasser de la déléguée CGT. Elle demande à Stratos d'accorder grosso modo toutes les revendications mises en avant par la CGT ! Cette fois, Stratos fermerait bien le stand... sans pour autant que les Galeries arrêtent la vente. Une procédure de licenciement est engagée contre Micheline, pour des «raisons économiques». Cela, alors qu'elle vient de prendre ses vacances ! La mobilisation commence dans le magasin ; l'inspection du travail refuse le licenciement, en invoquant la protection du délégué, ce qui est une «première» pour cette catégorie de personnel.

Avant même la décision de l'inspection du travail, les Galeries avaient proposé un nouveau poste à Micheline, pour que le licenciement soit accepté. Refus de ce marchandage, car ce que veulent les démonstrateurs, c'est la fin des licenciements.

Le 29 septembre, en pleins 3J des Galeries, les employés montent à la direction, pour exiger la continuité du contrat de travail. Le 29 au soir, la direction déménage carrément le stand, qui devait pourtant continuer à fonctionner «en fond de rayon». Micheline n'a donc plus d'outil de travail, elle se retrouve avec une nouvelle demande de licenciement, parce qu'elle a refusé d'être mutée ailleurs par Stratos. Et pour cause : elle perdrait alors son mandat, et il serait facile de se débarrasser d'elle ! Si l'inspection du travail acceptait le licenciement, ce serait la protection du délégué qui serait remise en cause ! Ce que redoute la direction, dans cette affaire, c'est la fin des divisions liées à ce statut spécial. D'autant que pour Micheline et ses camarades, la bataille a toujours été menée au niveau du magasin, parce que c'est là qu'on travaille même si l'employeur est ailleurs, parce que, justement, ils exigent la fin de ces divisions !

donner l'action». Le 30 août, au Printemps, assemblée de personnel, en dehors des heures de travail. Plus de 1500 personnes présentes, alors que d'habitude, on rassemble péniblement 30 personnes. Cela, malgré une position des instances CFDT assez attentiste. Le 7 septembre, à l'appel de la seule CGT, arrêts de travail importants. Ceux de chez Darty, qui sont contraints d'ores et déjà à travailler le dimanche, débraient à 95% ! Huit mille personnes se retrouvent au ministère et se sont révoltées qu'aucune délégation ne soit reçue. Le 21, 25 000 employés se regroupent aux Invalides ; sur Paris, 35 magasins en grève, entre 80 et 100%. Il faut rechercher dans les annales pour retrouver Paris complètement bloqué par des employés du commerce.

Si le mouvement a pu durer, c'est, semble-t-il, parce que le personnel avait le sentiment qu'il fallait trouver les formes d'action qui répondent à une mobilisation nécessairement longue, sans qu'on arrive à un pourrissement. Avant, il existait souvent une volonté de continuer, même si l'on était minoritaire. Cette fois, ils ont préféré arrêter le travail reprendre, recommencer l'action, chaque fois qu'il le fallait, mais en conservant le maximum de forces dans la bataille.

NOTES DE SERVICE CONTRE TRACTS

Dans le camp patronal, l'engagement a été total ! Le 4 septembre, le PDG du Printemps n'hésite pas à prendre la parole sur la sonorisation du magasin pour que les employés restent à leur place. Chantage aux augmentations de salaire. Aux Galeries Lafayette, une note de service distribuée aux salariés après chaque tract diffusé par la CGT. Le 21 septembre, une page de *France Soir* est achetée par le patronat, après le conseil natio-

Thomson CSF (Grenoble)

«ON A LE MORAL, ON VA GAGNER»



C'est au son de ce mot d'ordre des grévistes de la Thomson CSF (Saint Egrève près de Grenoble) que s'est déroulée la journée du mardi 30. Ce jour-là, l'Intersyndicale CGT-CFDT appelait à 24 heures de grève, c'était aussi une journée d'action dans tout le trust Thomson (450 F pour tous - 35 heures - 5^e semaine). Rappelons que vendredi 26, le matin, le piquet avait été violemment agressé par des commandos des cadres et de la maîtrise : cette agression et les bousculades qui ont suivies ont révolté les travailleurs, mais il faut dire qu'une partie d'entre eux (en particulier les ouvrières de l'équipe du soir) ont été déconcertées par ces violences subites. C'est pourquoi, mardi, l'Intersyndicale a décidé de ne pas installer des piquets durs. Ceux qui ont été mis en place pour l'ar-

rivée des trois équipes s'adressaient ainsi aux arrivants : « Ces piquets laisseront passer les irréductibles qui veulent rentrer tout de suite, mais nous vous demandons de nous écouter ». Après avoir expliqué les motifs de la grève, l'Intersyndicale poursuit « Où est la liberté du travail quand il y a 1700 chômeurs et quand pour chaque absence on doit répondre à un interrogatoire serré, quand on est tenu dans l'ignorance complète sur la production et l'avenir de l'entreprise. Certains sont venus pour casser des grévistes mais nous ne leur donnerons pas cette satisfaction. Ceux qui veulent rentrer travailler le peuvent mais nous appelons à rejoindre les grévistes, car l'avenir appartient à ceux qui luttent et non à ceux qui rampent ». Ces interventions ont été suivies avec attention par les tra-

vailleurs et chaque fois, un certain nombre d'entre eux a rejoint les grévistes. Le déroulement sans bavure de cette journée a fortement impressionné les travailleurs de la Thomson. Le seul coup de poing qui a été donné, l'a été par le mari d'une non-gréviste, on se demande encore pourquoi c'est David, directeur-Sescosem, qui l'a reçu.

ROMPRE AVEC LE TRAIN-TRAIN DES DEBRAYAGES

Il y a des travailleurs qui se demandent pourquoi on n'a pas fait de piquets durs mais en fin de compte, cette forme d'action a été largement payante : les grévistes ont montré de quel côté venait la violence, et ceux qui s'étaient préparés à des actions de commandos contre les grévistes en ont été pour leur

frais ; aussi, de nombreux non-grévistes du vendredi ont rejoint les piquets mardi, et même certains qui avaient forcé les piquets vendredi : « Ce qui m'a frappé aussi », dit un gréviste, « c'est que l'unité CGT, CFDT reste solide, ça c'est nouveau, avant, on était toujours au bord de la rupture, et on en avait marre ».

Ainsi, mardi, il y a eu 50% de grévistes sur le centre de St-Egrève, ce qui ne s'était pas vu depuis 3 ans. Cela tient certainement à l'unité syndicale et aux formes de lutte capables de rallier les hésitants. Mais nombreux sont ceux qui disent : « Si on n'avait pas fait un piquet dur vendredi, on ne serait pas tant de grévistes aujourd'hui », car il fallait rompre avec le train-train des débrayages d'une heure qui lassaient les tra-

vailleurs, car tout est parti d'une cinquantaine d'ouvrières qui ont dit jeudi : « Grève de 24 heures avec piquet sinon on ne fait plus rien ». Cela a aussi obligé la direction à prendre les travailleurs au sérieux car jusqu'à présent, les mouvements minoritaires l'avaient fait sourire, et la détermination d'une partie des ouvrières et des ouvriers a fait réfléchir les autres.

«THOMSON, MERLIN, PROGIL, MÊME COMBAT»

C'est une journée qui malgré le vent glacé s'est déroulée dans l'enthousiasme. Au piquet, on passait de la musique, on chantait, on dansait (entre arrivées de postes), on criait : « La Thomson peut payer, la Thomson payera », « on a le moral, on va gagner ». Après 8 h, les grévistes

sont partis en manif à la salle des Fêtes de Saint Egrève (prêtée par la mairie PS, présent au piquet de grève depuis 4 h 30 du matin) où ils ont tenu une assemblée générale. Là, on a discuté de la poursuite de l'action. Les points de vue se sont très largement exprimés. Ensuite, toujours en manif, retour à l'usine où les grévistes et les non-grévistes se sont retrouvés à la cantine. Puis, après le piquet de 13 h, les grévistes sont partis en voiture à l'esplanade - d'où ils partent en manif à travers Grenoble, pour la place Rivet, point de départ de la manifestation inter-boîtes de Grenoble. Ils arriveront les premiers et accueilleront les travailleurs des autres usines en lutte au cri de « Thomson, Merlin, Progil, même combat ».

Correspondant

INDIGNATION AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE

Rassemblés à 11 heures mardi dans la cour du ministère de l'industrie, 101 rue de Grenelle à Paris, le personnel, privé de chauffage (12 à 13° dans les locaux), a réclamé qu'une solution immédiate soit apportée. 12 heures, le ministre, par l'intermédiaire de son chef de cabinet, s'est engagé à répondre à 14 h 30. Le personnel a décidé d'attendre cette réponse sur place. A 12 h 45, sur réquisition écrite du ministre, les forces de l'ordre, par des portes latérales, investirent la cour et firent évacuer brutalement les agents du ministère. A la grande indignation de ces derniers, cette intervention n'ayant aucune commune mesure avec le calme des personnels syndiqués et non-syndiqués.

Syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC du ministère de l'industrie

L'administration US doute de Hassan II

Selon des informations diffusées par le *Herald Tribune*, l'administration américaine s'interroge sur la stabilité d'Hassan II. Un rapport secret indiquerait : « Les menaces qui s'accumulent sur la monarchie marocaine sont graves et les retombées politiques de cette guerre du Sahara qui ne peut être gagnée serviront vraisemblablement de catalyseur à un défi direct au roi ».

La CIA lui donnerait moins d'un an, le Pentagone lui accorderait plus d'un an. Le Département d'Etat estime qu'il peut s'en sortir pendant quelques années. Ces appréciations interviennent après la décision, difficilement prise, d'envoyer des armes au Maroc pour poursuivre sa guerre contre le peuple sahraoui.

De source syndicale, on nous a par ailleurs précisé qu'un agent du ministère a été tabassé et emmené par les flics à la mairie du 7^e arrondissement. Celui-ci, un noir, voulait rentrer pour reprendre son service au moment où les policiers intervenaient contre les grévistes. Il n'est sorti de la mairie qu'à 17 heures. Bien entendu, c'est l'agent du ministère qui a été inculpé pour violences à agents ! Les travailleurs de plus de 30 ans de maison, n'ont jamais vu un ministre traiter le personnel de la sorte. Le personnel ayant demandé par voie hiérarchique que le chauffage soit allumé, le ministre a, pour toute réponse, dit qu'il attendait le 1^{er} novembre et interdit même les chauffages individuels ! A la protestation résolue mais tranquille de mardi, il a opposé une sauvagerie répression. Le personnel outré par l'agression des policiers et opposé aux conceptions de Giraud en matière d'économie d'énergie, entend faire connaître ce qui s'est passé et riposter vigoureusement.

Avenue Daumesnil à Paris

LE DROIT DES LOCATAIRES DE SE DEFENDRE EN QUESTION

Les locataires du 192 avenue Daumesnil se sont retrouvés, une nouvelle fois, face à leur propriétaire devant un tribunal. Copropriétaire, Mme Barillet, PDG de la « S.A. Ideal Hotel », n'a pas encore voulu admettre que les locataires aient quand même un minimum de droits.

Déjà, en avril dernier, lors d'une première affaire, le Tribunal avait donné raison aux locataires. Depuis deux ans, en effet, le propriétaire leur faisait payer des charges pour un ascenseur hors service. Le propriétaire était alors condamné à rembourser les sommes indûment réclamées et, par la même occasion, était reconnue l'existence de l'Amicale des Locataires, partie lors du procès. Si cet ascenseur était hors-service, c'était d'ailleurs à la suite d'un accident, ayant causé la mort d'une fillette. Malgré plusieurs demandes, le

propriétaire avait toujours obstinément refusé de faire les réparations indispensables.

Cette fois-ci, il s'agit d'un passage en appel d'une autre affaire, déjà jugée en juillet 1978. Le propriétaire avait en effet signifié leur congé à plusieurs membres actifs de l'Amicale, parmi lesquels sa secrétaire, qui avait elle-même assuré la défense des locataires lors du procès. Cette fois-ci, le tribunal a donné raison au propriétaire et maintenu les congés.

Ce qui est en jeu, c'est la reconnaissance du droit des locataires à se défendre. Ce serait, en effet, faire la part belle aux propriétaires si, chaque fois qu'un locataire défend ses droits et ceux de ses colocataires, il peut être mis à la porte en toute impunité. Un parallèle vient tout de suite à l'esprit avec la situation des délégués du

personnel dans une entreprise, auxquels la loi accorde un minimum de protection. En matière de logement, il n'existe aujourd'hui aucune protection. Bien au contraire, les quelques droits que reconnaissait aux locataires la loi de 1948 sont remis en question avec la disparition progressive de cette loi.

Lors de deux affaires semblables, à Paris dans le 19^e, et à Strasbourg, les tribunaux avaient donné raison aux représentants des locataires. Si, cette fois-ci, le Tribunal d'Appel de Paris ne suit pas cette jurisprudence, c'est un lourd handicap pour tous les locataires du secteur libre : la menace de la mise à la porte, en toute légalité, à la moindre réclamation. Le jugement qui sera rendu dans quelques temps sera donc important.

N.GUILLOT